

Programme alimentaire mondial

Rapport annuel 2004

ISSN 1020-1753 P0527/F40007.05

Division de la communication
Programme alimentaire mondial
Via Cesare Giulio Viola, 68/70 - 00148 Rome, Italie
Tél.: +39-066513-2628 • Fax: +39-066513-2840
Courrier électronique: wfpinfo@wfp.org

www.wfp.org



Programme alimentaire mondial - Rapport annuel 2004

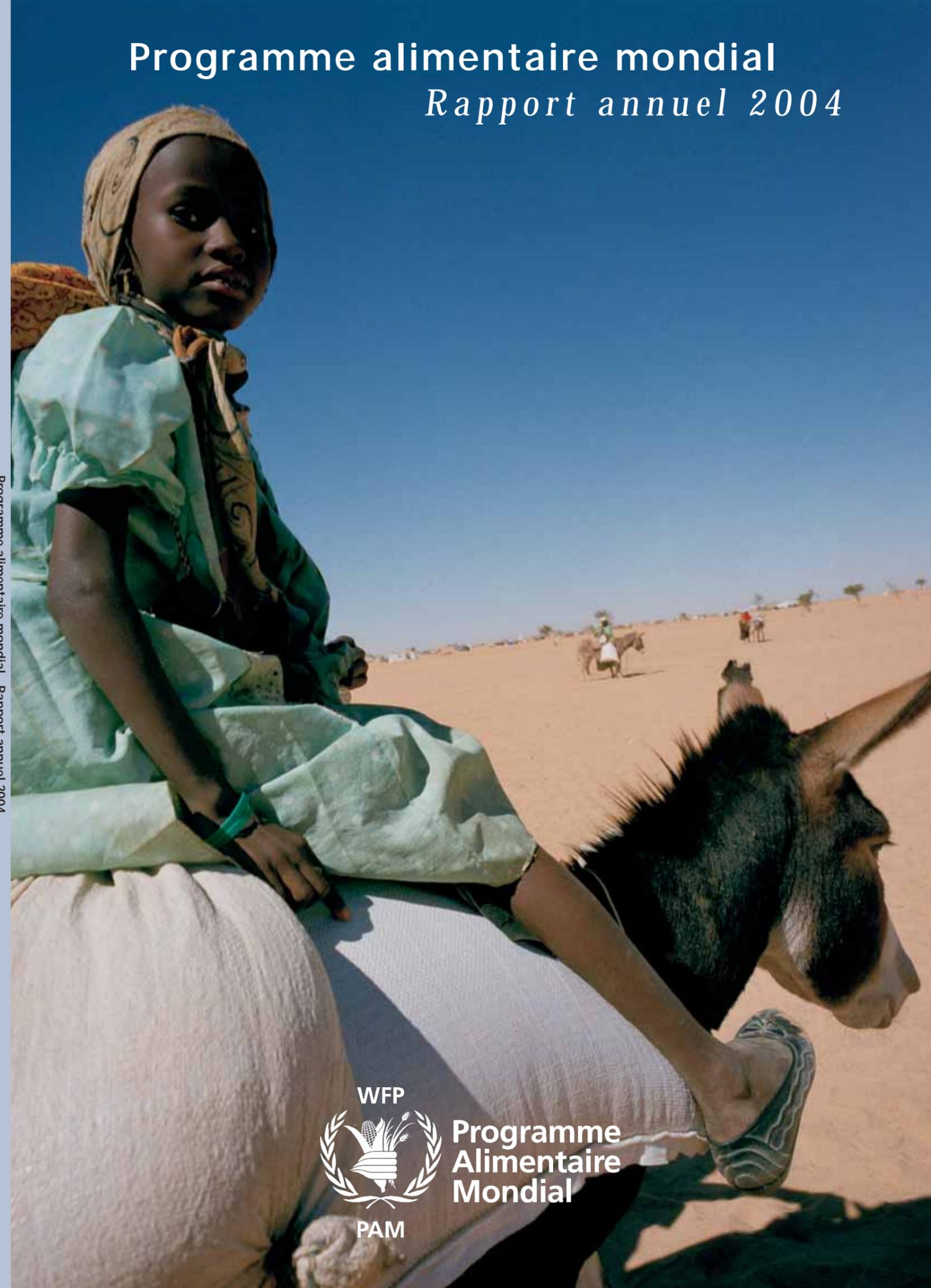


Table des matières

4	PRÉFACE
7	REGARD SUR 2004 Principales réalisations en 2004
9	Le PAM en chiffres
11	LA CRISE DANS LE DARFOUR Contexte Les opérations du PAM au Soudan et au Tchad
12	Problèmes logistiques
13	Le couloir libyen
14	Enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition dans le Darfour
15	Sécurité
16	2005

Liste des sigles utilisés dans le présent document:

CARE	Société coopérative pour l'aide au monde entier (États-Unis)	NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
CII	Compte d'intervention immédiate	OMD	Objectifs du Millénaire pour le développement
CILSS	Comité permanent inter-États pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel	OMS	Organisation mondiale de la santé
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture	ONG	Organisation non gouvernementale
FIDA	Fonds international de développement agricole	ONUSIDA	Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés	PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
IP	<i>International Paper</i>	PFRDV	Pays à faible revenu et à déficit vivrier
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement	PMA	Pays les moins avancés
LRA	<i>Lord's Resistance Army</i>	UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
MOSS	Normes minimum de sécurité opérationnelle	USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Notes:

Sauf indication contraire, toutes les valeurs monétaires sont exprimées en dollars des États-Unis.

Sauf indication contraire, toutes les quantités de produits alimentaires sont exprimées en tonnes.

Les chiffres figurant dans le présent document, qu'il s'agisse de données financières ou de données concernant les quantités de produits alimentaires; sont provisoires et reflètent les estimations établies par le PAM sur la base des informations actuellement disponibles.

Les pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV) sont tous ceux qui accusent un déficit vivrier (c'est-à-dire qui sont importateurs nets de céréales) et dont le revenu national brut par habitant ne dépasse pas le niveau retenu par la Banque mondiale comme ouvrant droit à l'aide de l'Association internationale de développement (IDA) (1 415 dollars en 2002). En 2004, la FAO a classé 84 pays dans la catégorie des PFRDV.

Les pays les moins avancés (PMA) ont été définis par l'Organisation des Nations Unies comme étant "les pays à faible revenu qui souffrent de handicaps durables du point de vue de la croissance, et notamment de niveaux faibles de mise en valeur des ressources humaines et/ou de faiblesses structurelles graves". En 2004, 50 pays étaient classés dans cette catégorie par l'Assemblée générale des Nations Unies.

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent, de la part du PAM, aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

Photographies:

Page de couverture: B. Stevens/Cosmos pour le PAM/Tchad; table des matières: PAM/C. Kauffman/Tchad; page 4: PAM/A. Chicheri/Pérou; page 6: OCHA/J. Abrahamson/Soudan; page 7: PAM/R. Skullerud/Indonésie; page 8: PAM/A. Poulsen/Haïti; page 9: PAM/D. Furst/Territoire palestinien occupé; page 10-16: B. Stevens/Cosmos pour le PAM/Tchad; page 17-18: PAM/T. Haskell/Haïti; page 19: PAM/K. Philip Lepoor/Ouganda; PAM/V. Vick/Ouganda; page 20: PAM/T. Mashhrawi/Territoire palestinien occupé; page 21: PAM/R. Ahmed/Iraq; page 22: PAM/R.

Lodge/Libéria; page 25-26: PAM/R. Skullerud/Indonésie; page 27: Panos/D. Telemans/Bangladesh; page 28: PAM/A. Poulsen/Haïti; page 29: PAM/J.C. Requena/Pérou; page 30: PAM/G. Bourke/République populaire démocratique de Corée; page 31: PAM/C. Kauffman/Tchad; page 33: PAM/V. Vick/Ouganda; page 34: PAM/P. Amiri/Malawi; page 36: PAM/H. Hill/Cambodge; page 37: PAM/V. Vick/Ouganda; page 44: B. Stevens/Cosmos pour le PAM/Tchad; page 46: PAM/F. Broli/Kenya; page 47: PAM/T. Haskell/Haïti.

17 LES CONFLITS	28 Pérou	39 FINANCEMENT ET RESSOURCES
Haïti	29 En Haïti, l'eau a tout emporté	Contributions des gouvernements
18 Nord de l'Ouganda	30 CRISES PROLONGÉES	40 APPUI DES DONATEURS PRIVÉS
19 Evelyn Ayaa, 22 ans	RPD de Corée	Donateurs privés
20 Rendre l'espoir aux pêcheurs palestiniens	31 Réfugiés	Marche mondiale contre la faim
21 Iraq	32 Détournement de produits alimentaires au Cambodge	42 COMMUNICATION ET PLAIDOYER
22 SITUATIONS POST-CONFLICTUELLES	33 VIH/SIDA	43 PARTENARIATS
Redressement en Afrique de l'Ouest	34 L'histoire d'Agnes	Collaboration avec les organismes des Nations Unies
23 Campagne de déparasitage en Afghanistan	35 Programmes pratiques de formation à l'agriculture et de préparation à la vie	45 Collaboration avec d'autres partenaires
25 CATASTROPHES NATURELLES	36 ALIMENTATION SCOLAIRE	46 Les ambassadeurs du monde du spectacle et du sport
Le tsunami dans l'océan Indien: première intervention	38 Un programme réussi: l'alimentation scolaire pour le retour des enfants dans leur foyer en Géorgie	47 ANNEXES
27 Inondations au Bangladesh		



Préface

Au début de 2004, nous distribuions des secours à des milliers de victimes du tremblement de terre qui avait sinistré Bam, en Iran. À l'aube tragique de 2005, le PAM s'employait à faire face aux pertes en vies humaines et aux dégâts sans précédent causés par le tsunami qui avait déferlé sur les pays de l'océan Indien. Dans l'intervalle, nous avons essayé de relever les défis incroyablement complexes qui s'étaient présentés dans la région du Darfour, au Soudan, ainsi qu'à travers la frontière, au Tchad, et d'apporter une aide alimentaire à des millions d'êtres humains déplacés par le conflit, la faim et la pauvreté extrême.

À la fin de l'année, nous avons livré pour 2,9 milliards de dollars E.-U. d'aide alimentaire à 113 millions de personnes dans 80 pays, dont 26 millions en Iraq dans le cadre d'une des plus vastes opérations bilatérales de l'histoire du PAM. Ces réalisations n'ont été possibles que grâce à l'appui qu'ont continué de nous apporter nos donateurs, à la contribution des autres organismes de la famille des Nations Unies et de nos partenaires et —il ne faut pas oublier— à l'extrême dévouement du personnel du Programme au service de ceux qui sont dans le besoin. Mais cela a aussi été pour nous tous une leçon d'humilité, surtout si l'on considère que près de 1 milliard d'êtres humains continuent de souffrir de la faim, de la pauvreté, des conflits et des catastrophes naturelles.

Le PAM a fourni une assistance à 39 pays confrontés à des crises alimentaires. Plus de la moitié de cette assistance est allée à l'Afrique, où le nombre moyen de crises alimentaires a presque triplé depuis le milieu des années 80. L'an dernier, la situation en Afrique australe, encore aggravée par la triple menace que sont

le VIH/sida, l'insécurité alimentaire et la faiblesse des moyens de gouvernance, est restée l'une des crises humanitaires les plus vastes et les plus sérieuses du monde.

Nos programmes d'aide au développement ont contribué à améliorer les perspectives de la sécurité alimentaire à plus long terme pour 24 millions de personnes dans

52 pays. Nous avons élargi notre réseau d'alimentation scolaire en Amérique latine, travaillé avec l'Alliance pour le Sahel afin d'étendre les initiatives d'alimentation scolaire en Afrique de l'Ouest et coparrainé avec le Gouvernement indien une Consultation ministérielle mondiale sur la santé maternelle et infantile. Les projets d'alimentation scolaire et les projets d'amélioration de la nutrition de la mère et de l'enfant entrepris par le PAM ainsi que les initiatives d'aide aux victimes du VIH/sida ont aidé à atténuer

l'impact de la faim et de la malnutrition pour des millions d'êtres humains au nombre des plus vulnérables, notamment les femmes enceintes, les mères allaitantes et les jeunes enfants.

Selon les dernières estimations de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), il y a aujourd'hui dans le monde 852 millions de personnes qui ne mangent pas à leur faim. La faim chronique, la malnutrition et les maladies connexes font chaque jour 25 000 morts, dont plus de 70 pour cent d'enfants, catastrophe mondiale qui, bien que silencieuse, n'en est pas moins majeure.

La nutrition des enfants est la clé de leur avenir, et tous les enfants sans exception doivent pouvoir compter sur ce



départ dans la vie. Les en priver est à la fois honteux et inacceptable. Force est néanmoins de reconnaître que les efforts entrepris pour lutter contre la faim des enfants dans le monde ne suffisent pas. L'an dernier, le volume de l'aide alimentaire mondiale est en fait tombé à 7,5 millions de tonnes, contre 10,3 millions de tonnes l'année précédente. Il s'agit là d'une diminution brutale par rapport à 2001, année pendant laquelle il avait été fourni près de 11 millions de tonnes d'aide alimentaire, surtout si l'on considère que le nombre de personnes dans le besoin n'a cessé d'augmenter année après année. Nous pouvons nous féliciter de ce que près de la moitié de l'aide alimentaire fournie en 2004 l'ait été par le PAM et que 99 pour cent de cette assistance soit allée aux pays les moins avancés du monde, qui sont ceux où l'aide est la plus nécessaire. Néanmoins, il faut faire beaucoup plus.

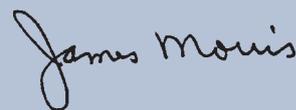
Si la lutte contre la faim ne s'intensifie pas, la communauté mondiale sera bien loin d'atteindre le premier objectif du Millénaire pour le développement, à savoir réduire de moitié la faim et la pauvreté d'ici à 2015. Les huit objectifs du Millénaire pour le développement sont devenus les principaux piliers de l'action menée par le PAM et par la communauté mondiale du développement et de l'aide humanitaire. L'alimentation et la nutrition jouent un rôle capital dans la réalisation de ces objectifs. Nous ne pouvons pas nous permettre d'échouer.

La réaction exceptionnelle du monde entier face à la catastrophe provoquée par le tsunami a réduit les sceptiques au silence et a montré que le monde ne reste pas indifférent lorsque d'innombrables populations souffrent. Les partenariats que nous instaurons avec les organismes des Nations Unies et avec la communauté des donateurs, le secteur privé et les organisations non gouvernementales (ONG) avec lesquelles nous travaillons montrent tout ce qui peut être fait pour atténuer ces souffrances.

En septembre 2004, à New York, le PAM a passé en revue avec 50 chefs d'État, lors de la *Réunion des dirigeants mondiaux sur la lutte contre la faim et la pauvreté*, de

nouveaux moyens de financer le combat contre la faim et la pauvreté. Les efforts menés pour élargir et diversifier notre base de donateurs se sont poursuivis et les contributions de nouveaux donateurs sont venues compléter celles de nos donateurs habituels. Nous avons élargi notre travail avec les partenaires du secteur privé et lancé une nouvelle campagne de mobilisation de fonds appelée *Marche mondiale contre la faim*, qui deviendra progressivement une campagne véritablement mondiale de mobilisation de ressources destinées à lutter contre la faim. Le resserrement de notre collaboration avec nos partenaires privés a également contribué à affiner notre vision stratégique de l'avenir et à améliorer nos services logistiques et nos résultats opérationnels.

Pendant toute l'année 2004, le PAM s'est attaché à déterminer comment il pourrait devenir plus efficace, plus efficient et plus souple. Nous avons amélioré nos processus internes de manière à pouvoir faire parvenir à temps à un plus grand nombre de personnes l'aide alimentaire dont elles ont besoin et nous avons renforcé nos capacités dans les domaines de la gestion, de la mobilisation des fonds, de la communication et de l'évaluation de la vulnérabilité et des besoins d'urgence. Cela améliorera nos politiques, nos plans et nos priorités et, en définitive, nous aidera à mieux servir les populations les plus pauvres, les plus affamées et les plus vulnérables du monde tout en édifiant un partenariat résolu à éliminer la faim parmi les enfants.



James Morris
Directeur exécutif
Programme alimentaire mondial



L'année 2004 a été synonyme de détresse pour des centaines de millions d'être humains, qu'il s'agisse des 140 millions de personnes sinistrées par les catastrophes naturelles ou de ceux qui, beaucoup plus nombreux, souffrent chaque jour de la faim chronique. En tout, le PAM prévoyait de fournir une aide alimentaire à 81 millions de personnes en 2004. En définitive, à la fin de l'année, le PAM avait, par ses secours d'urgence et son appui au développement économique et social, fourni une assistance à près de 113 millions de personnes dans 80 pays et expédié 5,1 millions de tonnes de produits alimentaires.



En 2004, le PAM a distribué des secours alimentaires d'urgence et fourni une assistance à 63 millions de personnes dans 69 pays: plus de 57 pour cent de cette assistance est allée à des bénéficiaires vivant en Afrique, 26 pour cent à l'Asie, 15 pour cent au Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord et 3 pour cent à l'Amérique latine. Dans le cadre de ses dix plus vastes opérations de secours, le Programme a fourni une aide alimentaire d'urgence à 41 millions de personnes en Afghanistan, en Afrique australe, au Bangladesh, au Burundi, en Éthiopie, en Indonésie, en Ouganda, en République populaire démocratique de Corée, au Soudan et en Tanzanie. En outre, 24 millions de personnes, dans 52 pays, ont reçu une aide au développement visant à renforcer la sécurité alimentaire à plus long terme. Sur ce chiffre, 64 pour cent des bénéficiaires étaient originaires de pays au nombre des moins avancés (PMA) et 94 pour cent de pays à faible revenu et à déficit vivrier (PFRDV).

PRINCIPALES RÉALISATIONS EN 2004

Il ressort des résultats de 29 opérations d'urgence menées pour sauver des vies et réduire la malnutrition aiguë que la prévalence de cette dernière avait diminué dans 21 opérations et que les taux bruts de mortalité avaient baissé dans quatre opérations sur neuf (toutes en Afrique).

Les opérations d'urgence entreprises dans le **Darfour** et dans l'est du **Tchad**, dont la mise en route a été plus lente que prévu du fait des difficultés d'accès aux populations, de l'insécurité et de graves problèmes logistiques, ont été élargies et couvraient intégralement le secteur de l'alimentation au dernier trimestre de 2004, en se basant pour cela sur les résultats des évaluations des besoins d'urgence et des enquêtes sur la nutrition de l'ensemble de la population exposée dirigées par le PAM.

Les résultats de la troisième série des enquêtes de surveillance des communautés et des ménages en Afrique australe ont montré que l'aide alimentaire avait non seulement atténué la faim mais aussi permis aux bénéficiaires de ne pas avoir à sacrifier pour survivre tout ce qu'ils possédaient; ils ont également montré que l'aide était la plus efficace lorsqu'elle était ciblée sur les ménages les plus démunis, la propriété d'avoirs étant le meilleur indicateur global de la vulnérabilité et un critère important pour le ciblage de l'aide alimentaire.

Plusieurs opérations visant à améliorer la nutrition et la santé des femmes, des enfants et d'autres personnes vulnérables ont fait apparaître des résultats positifs (sur la base des données communiquées) en 2004. En **République populaire démocratique de Corée**, l'aide alimentaire a contribué en 2004 à réduire la proportion de jeunes enfants souffrant de malnutrition chronique ou de retard de croissance (taille par rapport à l'âge), qui est tombée de 42 pour cent en 2002 à 37 pour cent en 2004, tandis que la proportion d'enfants souffrant de malnutrition aiguë ou d'émaciation (poids par rapport à la taille) est, selon l'enquête de suivi menée en octobre 2004, tombée de 9 à 7 pour cent.

En **Afghanistan**, les opérations d'alimentation scolaire appuyées par le PAM –qui contribuent à améliorer non



seulement l'éducation mais aussi la santé des communautés— ont contribué au succès de la plus vaste campagne de déparasitage jamais entreprise dans le monde, qui a permis de traiter près de 4,5 millions d'enfants dans 8 000 écoles.

Des ressources étant à nouveau disponibles pour des activités de développement appuyées par l'aide alimentaire, le PAM a pu intervenir plus rapidement pour faire face aux besoins d'urgence des populations touchées par des catastrophes naturelles en Amérique latine: sécheresse à **Cuba** et dans la région de Chaco en **Bolivie**, inondations et glissements de terrain au **Nicaragua** et en **République dominicaine**, conflit civil et inondations en **Haïti** et gel dans le département de Puno, au **Pérou**.

Le PAM a pendant l'année appuyé des programmes de lutte contre le VIH/sida dans 41 pays d'Afrique, d'Asie

et d'Amérique centrale et fourni une assistance à 21 des 25 pays où les taux de séropositivité sont les plus élevés du monde.

Les efforts entrepris pour améliorer l'efficacité des activités et renforcer la dotation en personnel, la structure et les partenariats de l'Organisation ont également porté leurs fruits.

Il ressort des projets pilotes entrepris dans le **Territoire palestinien occupé** et en **République démocratique du Congo** qu'il a été possible, avec les mêmes ressources que l'année précédente, de secourir 4,7 millions de bénéficiaires de plus.

Le montant des contributions versées pour la réalisation d'opérations spéciales d'appui à 27 opérations de secours dans différentes régions du monde a atteint le chiffre inégalé de 95 millions de dollars.

En 2004, le PAM a acheté 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires, chiffre jamais atteint auparavant, soit plus de 70 pour cent des 5,1 millions de tonnes de produits qui ont été livrés au total.

Un montant record de 88,6 millions de dollars a été alloué au titre du Compte d'intervention immédiate (CII) pour lancer 28 opérations de secours en 2004. Le CII est un fonds renouvelable qui permet au PAM d'intervenir rapidement lorsque surviennent des crises humanitaires urgentes.



Le PAM en chiffres - 2004

En 2004, le PAM a fourni une aide à 113 millions de personnes dans 80 pays: 38 millions dans le cadre d'opérations d'urgence; 25 millions dans le cadre d'interventions prolongées de secours et de redressement (IPSR); 24 millions dans le cadre d'activités de développement et 26 millions dans le contexte de l'opération bilatérale en Iraq.

Ainsi, 89 millions de femmes et d'enfants ont reçu une aide alimentaire, dont 8,7 millions de garçons et 7,9 millions de filles qui ont bénéficié des programmes d'alimentation scolaire.

2,8 millions de réfugiés et 6,9 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), se trouvant pour la plupart dans des camps, ont reçu une aide du PAM.

Le PAM a assuré près de 50 pour cent des livraisons mondiales d'aide alimentaire en 2004.

Les dépenses opérationnelles se sont montées à 3,1 milliards de dollars, soit le montant le plus élevé depuis le chiffre record de 3,3 milliards de dollars atteint en 2003.

Le PAM a expédié 5,1 millions de tonnes de produits alimentaires, dont 1,6 million de tonnes dans le contexte de l'opération bilatérale en Iraq.

Le PAM a acheté pendant l'année 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires d'une valeur de 1,05 milliard de dollars, soit 25 pour cent de plus qu'en 2003.

Les nouveaux engagements —d'une valeur de 3,76 milliards de dollars— approuvés en 2004 sont répartis comme suit:

- 2 programmes de pays —représentant des ressources approuvées de 49 millions de dollars et 82 041 tonnes de produits;
- 7 projets de développement —représentant des engagements de 71,1 millions de dollars et 103 449 tonnes de produits;
- 28 opérations d'urgence —représentant des engagements de 1,56 milliard de dollars et 2,45 millions de tonnes de produits;
- 20 IPSR —représentant des engagements de 1,87 milliard de dollars et 3,53 millions de tonnes de produits;
- 13 opérations spéciales —représentant des engagements de 210,5 millions de dollars.

38 évaluations conjointes des besoins d'urgence ont été effectuées avec la FAO ou le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

Les contributions confirmées ont atteint 3,2 milliards de dollars, dont près de 1 milliard de dollars de contributions affectées à des opérations bilatérales, notamment en Iraq, et 61,6 millions de dollars de contributions en espèces et en nature du secteur privé.



La crise dans le Darfour

CONTEXTE

Le conflit qui sévit actuellement dans la région du Darfour, à l'ouest du Soudan, a éclaté au début de 2003 mais il a fallu plus d'un an pour qu'il fasse la une des journaux et pour que la télévision en parle. En février 2004, l'Organisation des Nations Unies a qualifié la situation dans le Darfour de "pire crise humanitaire qui soit au monde", ce qui a attiré enfin l'attention de la communauté internationale sur ce cauchemar de plus en plus tragique.

À la suite d'une mission d'évaluation qui s'est rendue dans le pays en septembre 2004, le PAM a confirmé que 1,6 million de personnes avaient besoin d'aide alimentaire dans le Darfour, mais ce nombre pourrait atteindre 2,8 millions de personnes pendant la "saison de la faim" en 2005 du fait des mauvaises récoltes et de l'impact que le conflit continue d'avoir sur la vie des civils. En outre, 200 000 réfugiés avaient fui la région traversant la frontière pour gagner l'est du Tchad.

Il est difficile de s'imaginer l'ampleur réelle des souffrances dans le Darfour, mais l'on pense que ce conflit, qui s'avère opiniâtre et difficile à régler, a déjà, directement ou indirectement, affecté 70 pour cent environ d'une population de six millions d'habitants. À la fin de l'année, les affrontements armés se sont multipliés et ont empêché le PAM et les ONG associées à cette opération d'avoir accès à un grand nombre de bénéficiaires.

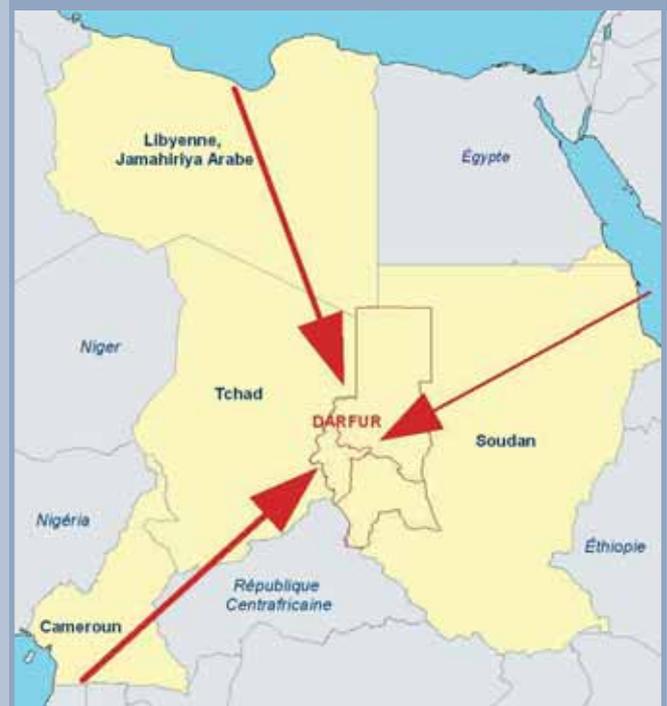
Le PAM a commencé à distribuer des secours alimentaires aux populations affectées par la sécheresse dans la région en avril 2002; il a élargi cette activité peu après le début de la guerre et a été parmi les premiers à secourir une communauté traumatisée en 2004.

LES OPÉRATIONS DU PAM AU SOUDAN ET AU TCHAD

Malgré des difficultés qui paraissaient souvent insurmontables, le PAM parvenait à nourrir en fin d'année 1,7 million de personnes par mois. En décembre, il a livré plus de 26 500 tonnes de produits alimentaires au Darfour. Entre le début de l'opération d'urgence, en avril, et la fin de 2004, la région a reçu plus de 140 000 tonnes de produits, en dépit d'une insécurité généralisée, surtout vers la fin de 2004, et de sérieux problèmes logistiques dont il est question ci-après.

Dans un premier temps, l'intervention du PAM a été freinée par les sévères restrictions que le Gouvernement soudanais a imposées à l'accès au Darfour, qui n'ont commencé à s'assouplir qu'après la signature du cessez-le-feu entre les parties belligérantes, en avril. Sous la pression de la communauté internationale, en mai, Khartoum a accepté d'accélérer le processus de délivrance de visas et d'autorisations de voyage afin de permettre au

AMÉNAGEMENT DE COULOIRS POUR L'AIDE ALIMENTAIRE DU PAM: LA CRISE DANS LE DARFOUR



La crise dans le Darfour

personnel des organismes humanitaires d'avoir plus facilement accès au Darfour. Cependant, ce retard a fortement compromis la capacité du PAM de mettre sur pied son opération en temps utile pour faire face aux énormes besoins du Darfour et pour éviter la saison des pluies qui rend les livraisons difficiles. Ces difficultés ont encore été aggravées par une réaction initialement hésitante de la communauté des donateurs.

Les effectifs ont été constamment étoffés pendant l'année, à tel point que le PAM avait dans le Darfour même 65 agents internationaux et 300 agents nationaux. En tout, le PAM avait plus de 100 agents internationaux travaillant à l'opération dans le Darfour.

Indépendamment des trois bureaux établis dans les zones d'intervention situés dans les capitales des États de Nyala, d'El Fasher et d'El Geneina, 11 bureaux de terrain ont participé aux opérations. Les bureaux de terrain et les magasins avancés, situés à proximité des camps de PDI, dans des localités relativement reculées, ont grandement contribué à faciliter les évaluations et le travail de suivi et à fournir un appui aux partenaires coopérants.

Les livraisons de produits alimentaires dans des régions du Darfour tenues par les rebelles se sont avérées impossibles jusqu'à la signature à Asmara, le 6 août, d'un accord aux termes duquel le Mouvement/Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité ont accepté que le personnel des organismes humanitaires des Nations Unies puisse accéder sans entrave à l'ensemble de ces régions. Dans la pratique, cet accès est resté complexe et imprévisible. Dans l'est du Tchad, le PAM a fourni des produits alimentaires aux dix camps hébergeant les quelque 200 000 réfugiés qui avaient fui le conflit dans le Darfour.

PROBLÈMES LOGISTIQUES

Faire parvenir des produits alimentaires aux populations démunies du Darfour a constitué pour le PAM l'un des défis les plus redoutables qu'il ait jamais eu à relever. La région couvre une superficie semblable à celle de la France et est mal desservie par les transports routiers, ferroviaires et aériens. Il n'y a que deux pistes d'atterrissage goudronnées (à Nyala et à El Fasher) et un seul tronçon de route goudronnée, mal entretenu, entre Nyala et Zalingei, dans le sud du Darfour. Beaucoup des routes qui apparaissent sur les cartes ne sont en réalité que des pistes dans les sables du désert.



LE COULOIR LIBYEN

En juillet, le PAM est parvenu à un accord avec le Gouvernement libyen en vue de l'aménagement d'un nouvel itinéraire d'approvisionnement des camps de réfugiés de l'est du Tchad à travers le désert du Sahara. L'ouverture du couloir libyen a été un élément important, en particulier parce qu'il n'est pas affecté par la saison des pluies, qui a rendu extrêmement difficile l'itinéraire provenant du port de Douala, au Cameroun, à travers le Tchad.

Il faut aux camions au moins trois semaines pour faire le voyage de 2 800 kilomètres qui mène jusqu'aux camps. La première expédition de 440 tonnes de farine de blé, don de la Suisse, a pu être livrée au Tchad début septembre et a été suivie par une importante expédition de plus de 6 500 tonnes de produits divers provenant des États-Unis qui est arrivée au port de Benghazi début novembre. Ces contributions ont depuis lors été suivies d'autres dons, y compris d'une importante contribution de l'Allemagne.

Bien que, jusqu'à présent, ce couloir n'ait été utilisé que pour transporter des produits alimentaires jusqu'aux camps du Tchad, il devrait pouvoir l'être aussi, avec l'accord du Gouvernement soudanais, pour les livraisons destinées au Darfour même.



Pendant la saison des pluies, entre juillet et octobre, de vastes secteurs du Darfour ont été inaccessibles, les crues des wadis ayant coupé les routes et immobilisé les camions même les mieux équipés pendant des périodes pouvant atteindre plusieurs jours. Le PAM a alors organisé un pont aérien pour atteindre les régions isolées par les pluies et par l'insécurité et, à la fin de 2004, il avait largué plus de 14 000 tonnes de produits alimentaires et transporté par avion 9 000 tonnes de produits jusqu'aux capitales des trois états. Pour accroître la capacité des opérations de transport aérien vers le Darfour, le PAM a agrandi les aires de stationnement des avions des aéroports d'El Obeid et de Nyala. Les opérations aériennes ont aussi été gênées par la variabilité et l'imprévisibilité des approvisionnements en kérosène des principales bases et par une série d'obstacles bureaucratiques qui ont retardé l'envoi de nouveaux appareils au moment où ils étaient le plus nécessaires. En septembre, les activités humanitaires étaient appuyées par une flotte de quatre hélicoptères.

Le PAM a également eu des difficultés à trouver des camions sur le marché local, déjà surchargé par la demande du secteur agricole après une récolte record en 2003 et par les besoins d'une industrie pétrolière en expansion. Cent-vingt camions 6x6 tout-terrain ont été achetés aux Pays-Bas et ont commencé à assurer des livraisons dans le Darfour, mais ce n'est que pendant la saison des pluies de 2005 que l'on pourra véritablement mesurer leur utilité. En décembre, les plans établis pour acheter 150 poids lourds supplémentaires en étaient à un stade avancé. En fin d'année, la flotte de camions en location comptait près de 350 unités, indépendamment des camions loués au voyage.

La voie ferrée reliant El Obeid à Nyala s'est avérée d'une utilité très limitée pour le transport de produits alimentaires du fait des attaques dont elle a fait l'objet à différentes occasions, du manque de capacité et de l'effet des pluies. Fin août, à la suite d'une attaque, la voie ferrée a dû être fermée pendant plus d'une semaine.

La crise dans le Darfour

Au début du mois d'août, une partie de la voie ferrée a été emportée par les eaux, ce qui a fait dérailler un train transportant des produits alimentaires du PAM et entraîner une fermeture totale de la ligne pendant quatre jours.

Les livraisons de produits alimentaires aux camps du Tchad ont également été affectées par la saison des

pluies, encore que, dans une large mesure, ce problème ait pu être surmonté grâce au prépositionnement de stocks. La route principale menant de Ndjamena à Abeche ayant été fermée plusieurs semaines, les camions ont été contraints de suivre un itinéraire plus long, plus au nord. Des produits alimentaires ont également été transportés par avion dans la région à partir de Ndjamena avec l'aide de l'armée française.

ENQUÊTE SUR LA SÉCURITÉ ALIMENTAIRE ET LA NUTRITION DANS LE DARFOUR

Plusieurs constatations clés se sont dégagées de l'enquête sur la sécurité alimentaire et la nutrition des PDI et des habitants du Darfour qui a été réalisée en septembre sous la direction du PAM. Une des principales a été que plus de 22 pour cent des enfants de moins de 5 ans souffraient de malnutrition et que près de la moitié des familles n'avaient pas assez d'aliments pour couvrir leurs besoins quotidiens.

La situation des PDI était bien pire que celle de la population locale, 6 pour cent seulement des habitants des camps pouvant trouver assez d'aliments par leurs propres moyens. En revanche, 46 pour cent de la population locale pouvait subvenir à ses besoins sans aide de l'extérieur.

Globalement, la prévalence de la malnutrition aiguë était de 21,8 pour cent, soit nettement plus que le seuil de 15 pour cent utilisé dans les situations d'urgence pour déterminer l'existence d'une "situation grave". De même, le taux de malnutrition aiguë de 3,9 pour cent enregistré chez les enfants était fort préoccupant.

Un grand nombre d'enfants et de femmes souffraient de sérieuses carences en minéraux et en vitamines. Plus de la moitié des enfants et un quart des femmes souffraient d'anémie, et l'enquête a également constaté que la prévalence du goître chez les femmes non enceintes était de 26 pour cent.

L'un des points les plus préoccupants était qu'aucun des enfants identifiés par l'enquête comme souffrant de malnutrition aiguë n'était inscrit à un programme d'alimentation thérapeutique. L'une des principales recommandations du rapport d'enquête était qu'il faudrait progressivement introduire des programmes généraux et ciblés d'alimentation complémentaire pour les personnes les plus vulnérables.

Il est ressorti d'une autre enquête réalisée dans les camps de l'est du Tchad au mois de juin que la situation nutritionnelle des enfants était préoccupante et qu'elle était encore aggravée par l'incidence élevée de la diarrhée, imputable principalement à l'absence d'eau salubre. Une mission effectuée début novembre a constaté, entre autres, que l'état de santé et la situation nutritionnelle des réfugiés s'étaient améliorés depuis lors mais que la pénurie d'eau salubre dans les camps continuait de poser un problème.

Le plus souvent, il a été impossible, par suite des problèmes susmentionnés, de distribuer pendant la majeure partie de l'année un assortiment alimentaire complet et équilibré. À la fin de 2004, cependant, le PAM distribuait à tous les bénéficiaires atteints dans le Darfour une ration très proche de celle correspondant à l'apport nutritionnel journalier minimum internationalement accepté.





SÉCURITÉ

Bien qu'un cessez-le-feu ait été signé en mai entre le Gouvernement soudanais et les deux principaux groupes rebelles, le Mouvement/Armée de libération du Soudan et le Mouvement pour la justice et l'égalité, les violations du cessez-le-feu, fréquentes mais absolument imprévisibles, ont gêné les interventions humanitaires pendant une bonne part de l'année.

Le Darfour a connu un calme relatif pendant la saison des pluies (de juin à septembre), mais la fin des pluies et, de ce fait, la mobilité accrue des forces armées ont été le prélude à une recrudescence des hostilités et ont sérieusement affecté les activités du PAM dans plusieurs régions, surtout dans le nord et le sud du Darfour. C'est ainsi par exemple que, essentiellement du fait de l'insécurité, le nombre de personnes que le PAM a pu secourir dans l'ensemble du Darfour en octobre a été inférieur de 12 pour cent à ce qu'il avait été en septembre.

Beaucoup des routes les plus importantes de la région ont été interdites au personnel des Nations Unies pendant de longues périodes, souvent par suite d'actes isolés de banditisme qui sont devenus de plus en plus fréquents pendant le courant de l'année. Dans certains cas, l'insécurité a obligé le PAM à évacuer son personnel

de localités particulièrement exposées, en particulier de Kutum, dans le nord du Darfour, en novembre.

À l'occasion, les camions transportant les produits alimentaires du PAM ont été la cible de pillards armés, et la voie ferrée menant au Darfour a également été attaquée plusieurs fois. Étant donné l'insécurité générale —y compris pillages et viols— régnant à proximité des camps de PDI, rares sont ceux qui ont considéré que la situation s'était suffisamment améliorée pour pouvoir retourner dans leur village. Les expulsions forcées de PDI, particulièrement du camp de Meshtel, à El Fasher, et à El Geer, dans l'État de Nyala, ont été une source de préoccupation grandissante.

Du fait de l'insécurité, le PAM a également pris l'initiative de recruter de nouveaux agents de sécurité; les normes minimum de sécurité opérationnelle (MOSS) étaient pleinement appliquées dans tous les bureaux de terrain à la fin de 2004.

En août, trois fonctionnaires du PAM ont été enlevés dans le nord du Darfour par des rebelles de l'Armée de libération du Soudan, en même temps que trois employés du Croissant-Rouge soudanais. Tous ont été libérés sains et saufs quatre jours plus tard, mais leur épreuve a mis en relief la précarité du travail des organismes humanitaires

La crise dans le Darfour

dans le Darfour. C'est ce qu'a démontré de façon tragique, en octobre, la mort d'un Britannique et d'un Soudanais, dont le véhicule a sauté sur une mine dans le nord du Darfour.

L'insécurité a également posé un problème dans les camps de réfugiés du Tchad et à proximité. Les raids effectués à travers la frontière par les milices soudanaises ont fait des morts parmi les civils et ont provoqué des escarmouches entre l'armée tchadienne et des éléments armés soudanais. En août, des unités militaires françaises ont été déployées le long de la frontière pour mettre fin à ces incursions.

Vers la fin de l'année, les ressources déjà limitées, comme l'eau et le bois de feu, se faisant de plus en plus rares, il a été signalé que la situation était de plus en plus tendue entre les réfugiés et leurs communautés d'accueil au Tchad.

2005

Dans l'immédiat les perspectives pour le Darfour sont sombres. Selon les premières évaluations, la récolte de 2004 a été bien inférieure à la moyenne et beaucoup de cultivateurs n'ont même pas pu semer. De ce fait, des centaines de milliers d'habitants seront tributaires de l'aide alimentaire pendant une bonne part de l'année 2005. Si la paix n'est pas revenue d'ici à la prochaine saison des semis, le cycle se répétera et ces personnes continueront d'avoir besoin d'une assistance pendant plus longtemps encore. La médiocrité de la récolte aura également pour effet de prolonger la saison traditionnelle de la faim, étant donné que les approvisionnements alimentaires se trouveront probablement épuisés plus tôt que la normale.

Même si les habitants veulent et peuvent regagner leurs foyers en 2005, ils se heurteront à d'innombrables obstacles, dont l'un des moindres est sans doute la reconstruction de leur logement. Lorsque les villages ont été attaqués, les envahisseurs ont généralement pillé ou tué le bétail (indispensable comme animaux de trait) et volé ou détruit les réserves de semences et les outils agricoles et ont souvent aussi empoisonné les sources d'eau. Reconstituer les moyens de subsistance sera un processus de longue haleine.

Le PAM a lancé un appel afin de mobiliser 467 millions de dollars pour financer ses opérations dans le Darfour en 2005. Ce montant servira à secourir 2,3 millions de personnes en moyenne par mois, chiffre qui devrait atteindre 3,25 millions pendant les mois de la "saison de la faim". Celle-ci va habituellement de juillet à septembre mais commencera sans doute plus tôt en 2005, la récolte ayant été mauvaise en 2004. Les quantités totales de produits alimentaires nécessaires sont estimées à 485 000 tonnes. Le Comité international de la Croix-Rouge distribuera des secours alimentaires à 200 000 autres personnes.



Les conflits

Le PAM a continué de distribuer des aliments aux personnes dont la vie avait été ravagée par la guerre et la violence en Afrique, au Moyen-Orient, en Asie et dans les Caraïbes et dont beaucoup ne pouvaient toujours pas regagner leur foyer.

HAÏTI

En Haïti –pays le plus pauvre de l'hémisphère occidental– l'année 2004 a commencé par l'une des plus sérieuses crises politiques que le pays ait jamais connue. Des milliers d'opposants sont descendus dans la rue dans les principales villes du pays pour exiger la démission du Président Jean-Bertrand Aristide, cible d'une levée de boucliers après que son parti (Lavalas) eut remporté les élections législatives de 2000.

La première semaine de février, l'aggravation des troubles sociaux a débouché sur une révolte armée ouverte qui a commencé à Gonaïves (troisième ville de Haïti) et qui s'est rapidement propagée dans les autres villes des provinces du nord, bloquant des routes et perturbant le ravitaillement.

Dans les quartiers les plus pauvres des alentours de la capitale, Port-au-Prince, le PAM a dû secourir un nombre croissant de personnes ayant besoin d'une aide alimentaire. Dans les dispensaires où le Programme distribuait déjà des aliments aux mères allaitantes et aux enfants souffrant de malnutrition, la demande s'est accrue dans des proportions atteignant parfois 40 pour cent par rapport aux mois précédents.

Simultanément, les prix des produits alimentaires n'ont cessé d'augmenter, ce qui a affecté surtout les plus pauvres des pauvres. Lorsque les rebelles ont pris Gonaïves, les échanges commerciaux entre les différentes régions du pays sont devenus de plus en plus difficiles, cette ville constituant un lien d'importance vitale entre les régions fertiles d'Artibonite et le reste du pays.

En dépit de ces obstacles, le bureau du PAM en Haïti a pu continuer de distribuer des vivres par l'entremise d'institutions ciblées —dispensaires, écoles et orphelinats— qui ont pu rester ouverts en dépit des



bouleversements politiques. Les distributions de vivres n'ont jamais cessé mais ont été sérieusement gênées dans de nombreuses régions, ce qui a obligé les habitants à se nourrir de n'importe quoi, parfois même de boue. Fin février, sous la pression croissante de la communauté internationale, alors que les rebelles approchaient de la capitale, Aristide a abandonné la présidence et a fui le pays.

Début mars, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a autorisé le déploiement immédiat d'une force multinationale intérimaire pour rétablir l'ordre dans le pays, décision qui a été immédiatement suivie par le déploiement de contingents internationaux.

Tous les fonctionnaires internationaux non essentiels des Nations Unies et leurs familles ont été évacués en République dominicaine, mais sept fonctionnaires internationaux du PAM sont restés dans le pays.

Pour résoudre les problèmes logistiques, le PAM a lancé une opération spéciale d'une valeur de 3,5 millions de dollars pour fournir un minimum d'appui en matière de logistique et de communications au

système des Nations Unies et aux autres organisations humanitaires et leur permettre de reprendre intégralement les opérations de secours dans le pays.

Simultanément, une opération d'urgence d'une valeur de 8 millions de dollars a été organisée pour fournir des secours alimentaires à quelque 140 000 femmes enceintes et mères allaitantes, enfants de moins de 3 ans, personnes affectées par le VIH/sida et orphelins. À la suite des catastrophes naturelles survenues ultérieurement, le budget de cette opération a dû être porté à 16,9 millions de dollars.

Le PAM a reçu 32 camions spéciaux dans le cadre d'un généreux don rendu possible par le Gouvernement norvégien avec l'appui inestimable de la Croix-Rouge norvégienne.

Cette flotte de camions a fortement accru les capacités de livraison du PAM dans les régions reculées et montagneuses de Haïti et a aidé les institutions associées dans leurs efforts de secours aux populations les plus vulnérables du pays.

À la fin de l'année, l'opération d'urgence, avec le concours de partenaires d'exécution comme la Société coopérative des États-Unis pour l'aide au monde entier (CARE) et *Food for the Poor*, continuait d'apporter un appui aux victimes des inondations et du conflit civil et cette aide se poursuivra pendant toute l'année 2005.



NORD DE L'UGANDA

Malgré certaines indications qui avaient fait naître l'espoir que la campagne de terreur dans le nord de l'Ouganda touchait à sa fin, les rebelles de la *Lord's Resistance Army* (LRA) ont réussi, après 18 années de combat, à plonger dans des souffrances encore plus grandes nombre des 1,7 million de personnes déracinées de leur foyer.

Sous la direction de Joseph Kony, ancien enfant de chœur, des bandes de rebelles de la LRA ont continué de massacrer des civils et de mutiler et d'enlever ceux qu'ils n'avaient pas tués, forçant des centaines de milliers de personnes à vivre une existence de misère dans la peur d'être attaquées dans les camps sordides du nord du pays.

En février, par exemple, les rebelles ont attaqué et incendié le camp de Barlonyo, massacrant quelque 200 personnes et forçant des milliers d'autres à fuir. En particulier, les rebelles déchaînés de la LRA ont violé et enlevé femmes et enfants, et même ceux qui ont réussi à s'échapper en porteront les cicatrices physiques et psychologiques pour le reste de leur vie.

En 2004, les conflits dans le Darfour et en Haïti faisant les manchettes de la presse internationale sur les catastrophes humanitaires, la crise dans le nord de l'Ouganda s'est tristement distinguée en venant en tête de la liste des "dix catastrophes au sujet desquelles le monde devrait en savoir plus" établie par l'Organisation des Nations Unies et est sans doute devenue la plus grave crise humanitaire oubliée du monde.

Près de 90 pour cent de toutes les personnes déplacées dans le nord de l'Ouganda étaient tributaires de l'assistance du PAM pour survivre, beaucoup d'entre elles ne pouvant pas courir le risque d'aller dans les champs pour travailler la terre. Souvent, les quelques aliments qu'elles réussissaient effectivement à cultiver étaient pillés par la LRA.

La conscience mondiale a néanmoins été secouée par les nouvelles déchirantes de femmes et d'enfants enlevés par la LRA et par le spectacle tragique de milliers d'enfants qui, chaque soir, vont en ville

chercher refuge dans les écoles et les hôpitaux pour éviter d'être enlevés.

Grâce à l'aide généreuse des donateurs, qui ont fourni au PAM plus de 92 millions de dollars pour secourir les nécessiteux en Ouganda, le PAM a pu en 2004 nourrir un peu plus de 1,7 million de PDI dans le nord du pays; dans l'ensemble du pays 2,8 millions de personnes, un chiffre record, ont reçu des rations du PAM pendant l'année.

Dans la région de Teso, dans le nord-est, où la situation de la sécurité s'est nettement améliorée pendant l'année, le PAM a distribué des rations à 285 000 PDI vivant dans les districts de Kaberamaido, de Katakwi et de Soroti pour les aider à rentrer dans leur foyer et à se réinstaller après que la LRA a dû battre en retraite.



Les espoirs d'une cessation négociée de ce long conflit se sont néanmoins dissipés à la fin de l'année lorsque la LRA a refusé de signer un cessez-le-feu et que le Président Yoweri Museveni a déclaré une reprise de la guerre contre les rebelles.

EVELYN AYAA, 22 ANS

Jeune mère, enlevée à l'âge de 12 ans par la LRA, municipalité de Gulu

"J'ai été enlevée en plein jour en 1995 alors que j'avais 12 ans. Les rebelles ont envahi notre village et, lorsqu'ils se sont approchés de notre case, l'un d'entre eux m'a crié: 'Toi, lève-toi et montre-nous le chemin!' J'étais morte de peur, mais les rebelles ont dit que si je ne continuais pas à marcher ou si je cherchais à m'échapper, ils me tueraient. Après quatre mois d'errance dans la brousse, dans le nord de l'Ouganda, nous nous sommes finalement arrêtés au Soudan.

Lors de notre arrivée au Soudan, le chef de la LRA, Joseph Kony, est venu accueillir les nouvelles recrues. Il nous a couvert d'une 'onction' de beurre de karité et d'herbe pour nous camoufler et 'faire ricocher les balles'. Après cette onction, nous avons été chargés à bord de camions pour être conduits jusqu'aux camps d'entraînement militaire.

Je voyais Kony tous les jours. Certains jours, il était aimable, mais d'autres, cruel. Il était hors de question de ne pas obéir à ses ordres. Si vous les respectiez, l'on vous laissait en paix. J'ai été affectée à Ojok Mulozi, capitaine de 40 ans.



Moi, j'avais environ 13 ans. La première fois que j'ai dû coucher avec lui, j'ai essayé de résister et il m'a avertie que, si je continuais, il me tuerait. J'ai donné naissance au Soudan. Le père de l'enfant était très content de la naissance d'un garçon en bonne santé, bien qu'un maléfice lui ait maintenant fait perdre un œil.

En avril 2004, je me suis enfuie avec trois autres femmes. J'ai rempli une bouteille d'eau, mis mes bottes en caoutchouc, attaché mon enfant sur le dos et commencé à marcher.

Je vis dans cette case louée avec mon fils de deux ans, mon cousin, mon frère et ma belle-sœur. À la fin du mois, je vais chercher des rations que le PAM distribue aux mères qui ont été enlevées. Je n'ai pas de terre à cultiver, de sorte que je n'ai pas d'autre source de nourriture. Je suis reconnaissante au PAM de l'aide qu'il fournit, bien que celle-ci ne suffise pas. Parfois, je vends des petits pains pour gagner de l'argent, mais cela me rapporte très peu. Lorsque l'assistance cessera, je ne sais pas ce que je vais faire. Je ne sais pas qui va s'occuper de mon enfant."

RENDRE L'ESPOIR AUX PÊCHEURS PALESTINIENS

La ville de Gaza, située sur le rivage de la Méditerranée, est réputée pour ses plats de fruits de mer. Le poisson est l'une des principales sources de revenus pour beaucoup de familles et joue un rôle central dans l'économie de Gaza.

Depuis qu'a éclaté la deuxième Intifada, en 2000, les Forces de défense israéliennes ont imposé de sévères restrictions à la pêche, y compris un blocus de la majeure partie du littoral de Gaza, ce qui a affecté directement beaucoup de pêcheurs palestiniens, qui n'ont ainsi pas pu se rendre sur leurs lieux de pêche traditionnels. Depuis l'imposition de ces restrictions, il y a plusieurs années, les pêcheurs n'ont pas pu quitter la terre ferme.

La pêche est interdite au large d'environ 40 pour cent du littoral de Gaza. Dans les autres secteurs, les pêcheurs ne peuvent pas s'éloigner de plus de six milles marins de la côte, et ce alors même qu'en vertu des accords d'Oslo, les Palestiniens doivent être autorisés à pêcher jusqu'à

une distance de 20 milles marins de la côte.

Pour aider les pêcheurs palestiniens, le PAM, en coopération avec le Département des pêches du Ministère de l'agriculture, a sélectionné et ciblé les pêcheurs palestiniens les plus pauvres et les plus nécessiteux de Gaza afin de leur apporter une aide alimentaire dans le cadre d'activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation.

Ce projet d'une durée de huit mois, qui a commencé en septembre 2004 et qui durera jusqu'en avril 2005, est axé sur 7 000 pêcheurs non réfugiés membres du syndicat de pêcheurs des quatre gouvernorats de Gaza: Rafah, Khan Younis, Deir Al-Balah et Gaza-Ville.

En échange de vivres, les pêcheurs réalisent des travaux de nettoyage et de terrassement du port et des plages. Dans la région centrale du littoral, les pêcheurs travaillent au démantèlement des magasins qui abritaient jadis les engins de pêche et au revêtement des abords du port de Deir Al-Balah. Ailleurs, les

pêcheurs travaillent dans l'agriculture et aident les cultivateurs locaux. Par le biais de ses centres de distribution et entrepôts de Gaza, le Ministère de l'agriculture distribue des rations une fois par mois. Chaque famille de pêcheurs reçoit une ration du PAM composée de 83 kg de farine, 3 kg de sucre, 6 kg de pois et un bidon d'huile.

Les femmes des pêcheurs constituent 34 pour cent du nombre total de participants à ce projet et reçoivent des vivres dans le cadre du programme vivres pour la formation. Elles participent à des cours de formation dans différents domaines comme la santé, la cuisine, l'apport nutritif des différents aliments et la sensibilisation à l'environnement.

Lorsque la nouvelle IPSR commencera, en septembre 2005, le projet d'aide aux pêcheurs sera incorporé au projet d'aide aux nouveaux pauvres, et les 7 000 pêcheurs continueront de recevoir une aide alimentaire par l'entremise du Ministère des affaires sociales.



IRAQ

Après avoir mené à bien en 2003 la plus vaste opération logistique qu'il ait jamais entreprise, année pendant laquelle le PAM a distribué des vivres aux 26 millions d'habitants du pays, le Programme a continué en 2004 à aider le Ministère du commerce à garantir une ration régulière d'aliments à la population iraquienne en dépit de l'instabilité extrême de la situation.

Le PAM a, au nom du Ministère, acheté et fait transporter 1,6 million de tonnes de produits alimentaires pour constituer des stocks représentant trois mois de besoins. Cela a représenté la plus grande quantité de produits jamais achetée par le PAM. En outre, le Programme a distribué des rations à des milliers d'Iraquiens rentrés des pays voisins et aux PDI inscrites au Système public de distribution. Bien que les fonctionnaires internationaux aient dû être évacués et être basés à l'étranger, l'opération a pu être menée à bien grâce à l'efficacité du réseau établi entre les fonctionnaires internationaux basés à l'extérieur du pays, les agents nationaux et les agents du Gouvernement iraquien.

Étant donné l'ampleur sans précédent de l'opération en Iraq, il s'est avéré extrêmement utile de rassembler tous les aspects de l'opération "sous le même toit" et d'avoir une structure hiérarchique unique. De la planification à la livraison finale, en passant par les achats et l'expédition, l'un des principaux éléments qui ont contribué au succès de l'opération a été le fait que toutes les activités ont été réalisées et gérées sous l'égide du bureau du PAM pour l'Iraq.

L'année 2004 a également été marquée par le lancement en Iraq de l'analyse de référence de la sécurité alimentaire. Cette enquête, la première du genre en Iraq, est parvenue à la conclusion que quelque 6,5 millions de personnes —25 pour cent de l'ensemble de la population— demeuraient extrêmement tributaires des rations des produits alimentaires et étaient par conséquent vulnérables. Sur ces 6,5 millions de personnes, environ 2,6 millions sont si pauvres qu'elles doivent revendre une partie de leurs rations pour acheter des articles de première nécessité comme médicaments



et vêtements. En outre, 3,6 millions d'Iraquiens, soit 14 pour cent de la population, seraient affectés par l'insécurité alimentaire s'il était mis fin au système de distribution de rations.

En 2004, le PAM a élargi sa collaboration avec la Banque mondiale dans le contexte de l'analyse des mécanismes de protection sociale en Iraq. En juin, le PAM et la Banque mondiale ont publié conjointement une étude contenant une analyse du fonctionnement du marché des céréales alimentaires en Iraq ainsi que des rôles relatifs des secteurs public et privé. En août 2004, le PAM et la Banque mondiale ont signé une Lettre d'intention exposant les modalités de leur coopération et de leur collaboration en vue d'une analyse de l'impact prévisible des diverses options pouvant être envisagées pour la réforme du Système public de distribution. Cette coopération continuera d'être resserrée en 2005 afin de fournir au Gouvernement iraquien des avis bien informés sur les politiques à suivre en matière de sécurité alimentaire et de filets de protection.

Situations post-confliktuelles

Une fois de plus, le PAM s'est attelé à la tâche consistant à aider des millions d'êtres humains, dans différentes régions du monde, à se remettre des effets dévastateurs d'un conflit et à reconstruire leur existence. Dans beaucoup de pays, les séquelles de la guerre durent plus longtemps que le conflit lui-même, par exemple lorsque la présence de mines empêche les populations de regagner leurs terres ou que le gouvernement doit reconstruire le réseau routier et l'infrastructure.

REDRESSEMENT EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'opération entreprise dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest englobe la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, où des millions de personnes commencent à peine à se remettre des suites de la guerre.

Le redressement n'a pas avancé au même rythme en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone et l'aide alimentaire du PAM est conçue en conséquence. À

mesure que la stabilité revient, le PAM réoriente ses activités des secours d'urgence vers une assistance tendant à consolider et renforcer les structures sociales et économiques.

En 2004, l'opération montée par le PAM à un coût de 82 millions de dollars était axée sur 900 000 personnes en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. En fin de compte, les ressources mobilisées pour cette opération n'ont pas suffi et le déficit a été de près de 25 millions de dollars.

L'impact de ce déficit a été particulièrement sévère pour le Libéria, où le PAM a été forcé de réduire les rations destinées aux distributions générales de vivres aux réfugiés, aux PDI et aux rapatriés.

Ces déficits se sont produits à un moment critique pour la transition vers la paix au Libéria, lorsque des centaines de milliers de réfugiés et de PDI commençaient à



regagner leur communauté d'origine. Pendant cette période, le soutien humanitaire a revêtu une importance capitale pour empêcher toute perturbation du processus de retour vers les communautés déjà affaiblies dans lesquelles ces personnes se sont réinstallées.

Le PAM a également fourni une assistance à des dizaines de milliers d'anciens combattants et à leur famille pour les aider à reconstituer leurs moyens de subsistance et à obtenir une formation professionnelle.

En janvier 2005, le PAM a lancé pour la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest une opération de deux ans, d'une valeur de 155 millions de dollars, tendant principalement à fournir une assistance aux personnes affectées par les déplacements, à organiser une alimentation complémentaire et thérapeutique pour les groupes les plus vulnérables et à mettre sur pied des interventions dans des domaines comme l'alimentation scolaire d'urgence, les activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation et d'autres projets de création d'emplois. Cette nouvelle opération reflète la réorientation de la politique d'assistance du PAM vers une aide alimentaire au secteur social. En 2005, le PAM prévoit qu'environ 942 000 personnes au Libéria, 311 000 personnes en Guinée et 206 000 personnes en Sierra Leone continueront d'avoir besoin d'une assistance.

L'aide alimentaire du PAM dans la région constitue à l'heure actuelle un moyen de soutenir l'éducation, d'aider à reconstruire les communautés et de donner aux populations les moyens de s'assurer elles-mêmes une couverture sociale. Au plus fort du conflit, le PAM a sauvé des vies en distribuant des rations alimentaires d'urgence. Ce qu'il faut maintenant c'est relever les communautés et consolider la paix.

Des poches de grave insécurité alimentaire et de vulnérabilité subsistent dans la région et appellent une vigilance particulière, notamment dans une bonne partie des régions rurales du Libéria, où la production vivrière a été paralysée, dans les camps de toute la région et dans les zones de la Guinée et de la Sierra Leone déchirées par la guerre dont les habitants ont commencé à rentrer.

Fin octobre 2004, le HCR a commencé à rapatrier des centaines de milliers de Libériens ayant cherché refuge dans les pays voisins. Fréquemment, les familles qui ont regagné leur foyer ne peuvent pas semer à temps pour la principale campagne agricole, ce qui complique la situation des populations qui se trouvent déjà sur place et qui essayent elles-mêmes de reprendre pied après la guerre.

Pour continuer à renforcer la capacité des populations de s'aider elles-mêmes, le PAM a entrepris des programmes dans des domaines comme l'alimentation scolaire, l'alphabétisation et la formation des adultes et la création d'emplois.

Au Libéria et en Sierra Leone, des milliers d'enfants ont aujourd'hui abandonné le fusil ou la machette pour des manuels scolaires. Le PAM distribue actuellement des repas à plus de 257 000 élèves des écoles dans la sous-région et, en 2005, 730 000 enfants bénéficieront de cette assistance dans les trois pays.

CAMPAGNE DE DÉPARASITAGE EN AFGHANISTAN

En 2004, l'une des principales réalisations du PAM en Afghanistan a été la mise en oeuvre de la plus vaste campagne de déparasitage jamais entreprise, qui a permis de traiter plus de 4,5 millions d'écoliers.

Cette campagne a été réalisée par le PAM en coopération avec l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), avec l'appui du Ministère de la santé et du Ministère de l'éducation de l'Afghanistan. Cette opération a été la première campagne de déparasitage jamais entreprise par le système des Nations Unies à l'échelle d'un pays tout entier. Plus de 90 pour cent des cinq millions d'enfants de 6 à 12 ans visés ont ainsi pu être traités. Le coût de la campagne a été d'environ 476 000 dollars, soit à peine plus de 10 cents par enfant.

Après plus de 20 ans de guerre, qui ont réduit à néant l'essentiel de l'infrastructure et du système d'éducation du pays, atteindre les régions les plus reculées quasiment inaccessibles semblait un défi insurmontable.

Situations post-confliktuelles

La campagne, lancée en mars, a été l'aboutissement d'une étude de référence réalisée en 2003 qui a conclu à la présence, chez près de 50 pour cent des enfants afghans, d'un ou de plusieurs types de vers intestinaux, le taux enregistré dans une école de Kaboul atteignant même 75 pour cent. Dans certaines localités, l'infestation était telle que les vers sortaient de la bouche et du nez des enfants après qu'ils avaient avalé le comprimé. Le traitement est totalement inoffensif pour les enfants sains.

Le but de la campagne était d'améliorer la croissance physique et l'épanouissement intellectuel des enfants, qui sont sérieusement perturbés par les infestations intestinales. Cela devrait améliorer considérablement l'efficacité des programmes d'alimentation scolaire du PAM, dont plus d'un million d'enfants afghans devaient bénéficier en 2004.

Dans le monde en développement, les vers intestinaux viennent au premier rang des causes de maladie chez les nouveau-nés et chez les enfants d'âge scolaire. Il y a dans le monde plus de 400 millions d'enfants qui en souffrent. Les parasitoses peuvent entraîner toute une

série d'affections pathologiques, comme retard de croissance et perte de poids, affaiblissement, susceptibilité accrue aux infections, difficultés à apprendre et à comprendre, carences en micronutriments et anémie; elles peuvent même être fatales.

Une campagne de sensibilisation à la santé a été combinée à la distribution de médicaments, l'enquête de référence ayant montré que les enfants, par leur attitude et leur comportement, ignoraient presque tout de l'hygiène.

Au moyen d'annonces à la radio, de tracts, d'affiches, de bannières et d'une formation des maîtres et des agents publics, l'on s'est attaché à sensibiliser les soignants et les dirigeants communautaires, les enfants en âge de fréquenter l'école primaire et les parents au risque représenté par les vers intestinaux et aux précautions à prendre pour prévenir l'infestation.

Une campagne de suivi axée sur les centres urbains a été réalisée en novembre. Alors, le mot avait déjà couru et la réaction de la communauté a été extrêmement positive, à tel point que, dans certaines localités, l'affluence a été si considérable que l'on a manqué de comprimés. La deuxième opération était ciblée sur environ un million d'enfants de 14 centres urbains où, selon l'enquête de référence, les taux d'infestation étaient les plus élevés.

L'immense majorité des maîtres, des parents et des enfants eux-mêmes ont dit que la campagne avait eu un impact positif sur la santé et le bien-être des enfants en général ainsi que sur leur capacité de se concentrer et sur leurs résultats scolaires.



Catastrophes naturelles



Pour le PAM, l'année 2004 a commencé et s'est achevée par des catastrophes naturelles majeures: le tremblement de terre à Bam, en Iran, au début de l'année, et le tsunami dans l'océan Indien à la fin. Entre-temps, cyclones, inondations, blizzards et glissements de terrain ont exigé des interventions rapides et efficaces pour secourir les sinistrés.

LE TSUNAMI DANS L'OCÉAN INDIEN: PREMIÈRE INTERVENTION

Ce n'est qu'avec la nouvelle année que la dévastation causée par le tsunami provoqué par le tremblement de terre survenu dans l'océan Indien le 26 décembre, qui a fait plus de 300 000 morts, est apparue dans toute son

ampleur. Dans les heures suivant la catastrophe, le PAM avait mis en route une opération d'urgence dont la complexité et l'envergure domineraient tout le premier trimestre de 2005. L'opération a également reçu des contributions record, surtout du secteur privé, qui a couvert 20 pour cent des besoins financiers.

Dans un premier temps, le PAM a emprunté 1,5 million de dollars à son Compte d'intervention immédiate (CII) avant de lancer un appel pour un montant de 185 millions de dollars destiné à fournir une assistance alimentaire pendant six mois à deux millions d'habitants des pays sinistrés de la région, dont Sri Lanka, l'Indonésie et les Maldives. Trois opérations spéciales,

Catastrophes naturelles

d'une valeur de 72 millions de dollars, ont également été organisées, en particulier pour fournir des services d'appui aériens et de télécommunications, de sorte que la valeur combinée de l'appel du PAM a atteint 256 millions de dollars.

Au moyen des stocks qu'il avait précédemment constitués à **Sri Lanka** (où le tsunami a fait un million de sinistrés), le PAM a rapidement organisé des services de transport par camion et, dans un délai de trois semaines, a atteint 750 000 des 850 000 personnes ayant besoin d'une aide alimentaire. De nouveaux bureaux auxiliaires ont été créés à Galle, Ampara, Trincomalee et Jaffna, ce qui a porté à huit le nombre de bureaux de terrain du PAM dans le pays (y compris le bureau de pays à Colombo). En janvier, le PAM a entrepris une évaluation complète des besoins d'urgence (en collaboration avec l'Organisation internationale du Travail) afin d'identifier les besoins à plus longue échéance.

En **Indonésie**, au cours du premier mois de la crise, le PAM a fourni une assistance à 425 000 des 790 000 personnes ayant besoin de secours alimentaires d'urgence. Un Centre opérationnel d'urgence a été établi

à Djakarta, une base dans la province de Banda Aceh, un bureau auxiliaire à Medan et des bureaux de terrain à Meulaboh, Lamno et Calang. En collaboration avec le gouvernement et les ONG, le PAM s'est employé à fournir une assistance aux personnes réfugiées dans les mosquées, les écoles et les hôpitaux ainsi qu'à celles qui vivaient avec des familles d'accueil et dans des communautés isolées.

Pour surmonter les graves difficultés qu'il y avait à atteindre les zones sinistrées, le PAM a mis sur pied un système de transport composé de 152 camions, 5 hélicoptères (leur nombre a atteint 7 à un moment donné), 2 avions, 1 appareil Twin Otter pour le transport de personnel, une flotte de deux cargos, qui ont également été utilisés comme entrepôts flottants, et deux embarcations de débarquement de 400 tonnes utilisées pour transporter les approvisionnements jusqu'à la plage de la côte ouest de la province d'Aceh.

Fin janvier 2005, le PAM avait fourni une assistance à 56 000 personnes (dont 24 000 écoliers) aux **Maldives**. En outre, en **Somalie**, quelque 5 250 personnes ont reçu pendant la première semaine une aide alimentaire prélevée sur les stocks constitués dans le pays.



INONDATIONS AU BANGLADESH

Le petit canoë en bois était animé de mouvements alarmants sur les eaux sombres et huileuses qui avaient transformé les rues de Dhaka en une lointaine copie de Venise. C'était la saison annuelle des moussons au Bangladesh et, en 2004, les précipitations avaient pris des proportions épiques, submergeant plus de 70 pour cent du pays en juillet. Même dans la capitale, les fonctionnaires du PAM ne pouvaient se rendre dans les centres de distribution de secours alimentaires d'urgence que par bateau. Ce qui inquiétait les fonctionnaires du PAM si le bateau chavirait ce n'était pas tant la perspective de se mouiller que l'horreur de ce que contenaient les eaux obscures et immobiles.

Au centre de distribution, un petit entrepôt de produits alimentaires situé dans les faubourgs de l'est de Dhaka, plus de 100 personnes faisaient la queue: l'eau leur arrivait jusqu'aux genoux et parfois même jusqu'au cou. Lorsque les boîtes de biscuits à haute teneur énergétique sont apparues, chacun, épuisé et affamé, s'est lancé en avant pour ne pas laisser échapper sa part puis, sa ration entre les mains, a repris dans l'eau le chemin de son foyer.

"Les gens vivent dans l'eau", fait observer Rehana Banoo, qui s'occupe de la distribution des secours du PAM. "Lorsque les inondations reculent, ils peuvent rentrer chez eux mais, en fait, ils sont encore plus exposés. Les enfants jouent dans l'eau et les femmes y lavent le linge et y font la vaisselle. Certains vont même jusqu'à la boire. La plupart d'entre eux ne se rendent pas compte que l'eau les rendra très malades."

Mais cela n'a pas été toujours le cas. Jusqu'il y a 15 ans environ, les eaux des crues annuelles, à Dhaka, étaient si propres que l'on pouvait sans aucun risque manger les poissons que l'on y prenait. Or, sous l'effet de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'expansion des taudis et des bidonvilles, l'eau est maintenant pleine d'ordures, d'excréments et de débris de matériaux de construction.

Le plus grand danger est la diarrhée, qui s'attrape facilement et qui peut être fatale pour les nouveau-nés et les personnes âgées. Pendant cette catastrophe naturelle, la pire qui soit survenue au Bangladesh depuis six ans, l'on estime que 76 000 personnes ont contracté la diarrhée, qui a fait 51 morts. Les eaux stagnantes contiennent



également des bactéries qui causent tous types d'infections, comme la gale, et deviennent un bouillon de culture idéal pour les moustiques.

Dans les campagnes, les eaux de crue ont peu à peu lavé les terres arables des nutriments nécessaires à la riziculture. Alors que les inondations soudaines d'avril avaient dévasté plus de 80 pour cent de la culture de riz boro, qui représente 35 pour cent de la production nationale, les inondations survenues trois mois plus tard ont déclenché une crise alimentaire massive. En définitive, les inondations ont fait plus de 600 morts, dévasté 800 000 hectares de terres arables et fait 20 millions de sinistrés qui auront besoin d'une aide alimentaire pendant 12 mois.

Quelques jours seulement après la première vague d'inondations, le PAM a distribué des biscuits à haute teneur énergétique à 88 000 des personnes les plus touchées, de quoi leur suffire pendant une semaine. Le Programme a ensuite distribué 3 000 tonnes de riz dans le nord et le centre du Bangladesh, notamment dans la région de Haor, où les inondations avaient été les plus violentes et les plus longues. Le PAM a lancé une opération d'urgence d'une durée d'un an, d'une valeur de 74 millions de dollars, qui a permis d'atteindre au total 8,3 millions de personnes, soit 3 millions de plus que prévu initialement.

L'opération d'urgence a été conçue en quatre phases pour suivre l'évolution des besoins des habitants pendant la période de 12 mois précédant la saison des moussons de 2005, les secours d'urgence devant progressivement être remplacés par des activités vivres-contre-travail.

Les ressources mobilisées pour l'opération d'urgence ayant été très insuffisantes, le PAM a dû réduire la portée de son assistance mais a néanmoins pu distribuer des secours à 3 millions de familles, dissipant ainsi le spectre de la faim pendant la *monga*, la période de soudure d'octobre et de novembre.

Catastrophes naturelles

PÉROU

L'hiver a été rude pour les habitants du sud-est du Pérou. En février 2004, le gel a détruit de 50 à 80 pour cent des cultures qui devaient être récoltées en avril ainsi que 50 pour cent des pâturages des hauts plateaux du sud. En juin et juillet 2004, une intense vague de froid et de neige a déferlé sur la région. Des températures de -26°C ont été enregistrées dans les départements d'altitude de Puno et d'Apurimac.

Les régions de Chucuito, d'El Collao, de Puno, de Lampa, de Huancané, de San Antonio de Putina, d'Azángaro et de Carabaya, dans la province de Puno, et celles d'Aimaraes, de Grau, de Cotabambas, et d'Antabamba, dans la province d'Apurimac, ont été les plus sérieusement touchées. Ces régions sont habitées par des familles très pauvres dont le seul moyen de subsistance est le petit élevage. De juillet à octobre, le PAM a fourni une assistance à plus de 16 000 personnes affectées par le mauvais temps dans la province de Puno, dont la plupart

étaient des enfants de moins de 5 ans, ou des femmes enceintes et des mères allaitantes.

En novembre 2004, le PAM a lancé une opération d'une durée de six mois pour empêcher que la situation nutritionnelle et la sécurité alimentaire des groupes les plus vulnérables ne se dégradent encore plus. Cette opération avait également pour objectif d'éviter que les moyens de subsistance des populations continuent de s'amenuiser en attendant la prochaine récolte et la reconstitution des troupeaux. Le PAM a ciblé son assistance sur 12 500 familles qui étaient le plus durement touchées parmi les 40 000 familles affectées.

Des activités vivres-contre-travail et vivres pour la formation tendant à freiner la détérioration des moyens de subsistance des groupes cibles seront exécutées par des ONG locales, le Programme national de gestion des sols et des eaux et le Service de défense civile.



EN HAÏTI, L'EAU A TOUT EMPORTÉ

Iramene Jean Baptiste serre entre les mains un sac vide, la seule chose qu'il lui reste dans la vie indépendamment de ce qu'elle porte: sa robe et une paire de sandales bleues en matière plastique.

Cette fillette de 13 ans a fait au moins une heure de marche, de Machasse à Mapou, pour obtenir la ration des produits alimentaires que le PAM distribue aux victimes des inondations et des glissements de terrain qui ont dévasté Haïti en mai 2004.

“L'eau a tout emporté. Il ne nous reste rien”, explique-t-elle.

En Haïti, le PAM joue un rôle important dans la préparation des interventions en cas d'urgence, en coordination avec les autorités nationales et avec le système des Nations Unies. Dans un pays où l'immense majorité de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et n'a par conséquent qu'une capacité de résistance très limitée à tout nouveau stress, il est indispensable de pouvoir faire face aux effets des catastrophes naturelles.

Lorsque les inondations ont touché Mapou et Fonds Verrettes, en mai, et à nouveau, en septembre, lorsque le cyclone Jeanne a laissé un sillage de mort et de dévastation à Gonaïves et à Port-de-Paix, sur la côte nord du pays, la réaction du PAM a été immédiate. Deux importantes opérations ont été mises en place grâce aux capacités logistiques du PAM en Haïti et aux agents du Programme qui ont travaillé 24 heures sur 24 pour faire parvenir des vivres aux victimes.

Dans les quelques mois qui ont suivi la catastrophe, plus de 30 000 habitants de Mapou et de Fonds Verrettes ont reçu une assistance alimentaire du PAM. Les routes ayant été emportées, la majeure partie des vivres a dû être transportée par hélicoptère jusqu'aux points de distribution.

Cette nuit fatale de mai, Iramene dormait chez elle, avec sa soeur et ses parents, lorsque, s'étant brusquement réveillée, elle vit que la pièce se remplissait d'eau. Elle et sa soeur réussirent à s'échapper et à grimper à un manguier proche, hors d'atteinte des eaux. Ce n'est que l'après-midi du lendemain qu'elles ont été trouvées et qu'elles ont pu descendre de l'arbre.

Leurs parents, cependant, n'ont pas survécu aux inondations. L'un et l'autre ont disparu la première nuit et n'ont jamais été retrouvés. Iramene ne sait pas ce qu'il est advenu d'eux.

Iramene et sa soeur vivent maintenant chez leur grand-tante. Les quatre chèvres qu'elles avaient et les cultures dont elles se nourrissaient ont été emportées par les eaux. Après les inondations, tous ont donc dû vivre sur le peu de nourriture que les voisins pouvaient leur donner, et les aliments distribués par le PAM.

À Gonaïves, la première distribution du PAM a été organisée deux jours seulement après la catastrophe, en septembre. Pendant les premières semaines, des aliments tout prêts, comme du pain et du poisson en conserve, ont été distribués aux victimes des inondations et des glissements de terrain, qui avaient emporté des familles entières.

Les distributions de produits alimentaires –riz, céréales enrichies, haricots et huile– se poursuivent en 2005 et sont axées surtout sur les groupes vulnérables, comme les femmes enceintes, les mères allaitantes et les enfants.



Crises prolongées

Bien qu'elles ne fassent plus la une des journaux et que les projecteurs des caméras de télévision ne soient plus braquées sur elles, les victimes de crises silencieuses et prolongées ont tout autant besoin d'assistance que celles de catastrophes majeures. Pour le PAM, distribuer des aliments aux personnes qui souffrent de la faim chronique dans certaines des régions les plus pauvres du monde constitue un des piliers de ses opérations.

RÉPUBLIQUE POPULAIRE DÉMOCRATIQUE DE CORÉE

Les contributions ayant à nouveau été insuffisantes en regard des besoins, le PAM n'a pas pu secourir l'intégralité de ses 6,5 millions de bénéficiaires en République populaire démocratique de Corée, enfants, femmes et personnes âgées pour la plupart. Les quantités de produits alimentaires livrées se sont montées à 294 000 tonnes, alors que l'objectif fixé était de 485 000 tonnes. Néanmoins, de substantielles annonces de contributions et les produits expédiés à partir du mois d'août ont permis de distribuer des rations complètes de céréales pendant les derniers mois de l'année et au début de 2005.

L'impact des ruptures d'approvisionnements a été aggravé par une érosion continue du pouvoir d'achat dû à une montée en flèche des prix des produits alimentaires de grande consommation sur les marchés et à une contraction des salaires. Une aide alimentaire soigneusement ciblée et l'extension du soutien du

PAM aux familles urbaines à très faible revenu ont contribué à garantir la satisfaction des besoins alimentaires essentiels de nombre des personnes les plus vulnérables.

La production des 18 usines appuyées par le PAM qui fabriquent des biscuits enrichis, des pâtes alimentaires et des aliments composés pour les groupes de population particulièrement exposés a atteint le chiffre record de 57 700 tonnes, contre 44 100 tonnes en 2003, en dépit des perturbations causées par les pénuries d'ingrédients clés fournis par les donateurs.

Une vaste enquête par échantillonnage aléatoire menée en octobre en coopération avec le gouvernement et l'UNICEF a fait apparaître que les taux de malnutrition chez les jeunes enfants avaient continué de diminuer, amélioration imputable pour une large part au volume encore important de produits alimentaires acheminés par l'entremise du PAM. Toutefois, 37 pour cent des enfants continuant de souffrir de malnutrition chronique ou de retards de croissance, et un tiers des mères de malnutrition et d'anémie, une assistance soutenue demeure indispensable. L'enquête a toutefois révélé que la situation s'était améliorée quelque peu par rapport aux années précédentes. Lors d'enquêtes semblables – bien qu'imparfaitement comparables – réalisées en 1998 et 2002, les taux de malnutrition chronique chez les enfants étaient de 62 pour cent et de 37 pour cent respectivement.

Le gouvernement ayant commencé au mois d'août à revoir les conditions imposées aux opérations du PAM, notamment à la suite des concessions significatives obtenues par le Programme au cours des deux années précédentes, le PAM a été forcé de réduire l'envergure de ses activités de surveillance. De ce fait, le nombre moyen de visites des établissements bénéficiaires, des ménages, des centres de distribution publique et des sites vivres-contre-travail par les agents humanitaires est tombé à 440 par mois, contre 513 par mois en 2003.

Le PAM s'en tenant strictement à sa politique "pas d'accès, pas de vivres", les restrictions supplémentaires



qui ont été imposées ont également entraîné une réduction du nombre de districts auxquels les fonctionnaires du PAM pouvaient avoir accès, qui est tombé de 161 à 153 sur 203 en fin d'année. Au début de 2005, chacun étant convenu que la qualité des données rassemblées était plus importante que leur quantité, les discussions entreprises avec le gouvernement au sujet de la mise en place d'un nouveau régime de surveillance étaient parvenues à un stade avancé.

RÉFUGIÉS

En 2004, le PAM s'était fixé pour objectif de distribuer quelque 1,5 million de tonnes de produits alimentaires à 2,1 millions de réfugiés dans 31 pays du monde, à un coût de 206 millions de dollars. En définitive, le Programme a réussi à distribuer près de 1,4 million de tonnes à 2,8 millions de réfugiés, ce qui a laissé subsister un déficit d'un peu plus de 9 pour cent.

Les réfugiés sont parmi les plus vulnérables des bénéficiaires de l'assistance du PAM. Pour des centaines

de milliers de personnes qui vivent dans des conditions déjà difficiles dans des camps situés ailleurs que dans leur pays d'origine, et qui sont pour la plupart totalement tributaires pour leur survie de l'aide alimentaire du PAM, ce déficit se traduira par une réduction de la ration qui leur est distribuée deux fois par mois, et qui ne correspondra plus à l'apport calorique minimum requis pour pouvoir mener une vie saine.

Les réfugiés font rarement les grands titres des journaux. La crise dans la région du Darfour, dans l'ouest du Soudan, a brièvement fixé l'attention de la communauté mondiale sur le sort de près de 200 000 personnes qui avaient franchi la frontière pour chercher refuge au Tchad. Cependant, le sort de quelque 27 000 autres réfugiés qui avaient fui au Tchad en provenance de la République centrafricaine il y a deux ans a pour l'essentiel été passé sous silence. Pourtant, eux aussi sont tributaires de l'aide alimentaire du PAM, laquelle, début 2005, avait considérablement diminué, laissant le Programme dans l'incapacité de satisfaire intégralement les besoins



nutritionnels des bénéficiaires. En fait, la grande majorité des réfugiés du monde ont été oubliés, victimes de conflits non réglés depuis des années ou même des décennies. Dans certains camps, le nombre d'enfants et d'adultes qui y sont nés est plus élevé que ceux qui avaient initialement fui leurs foyers.

Si la plupart des réfugiés qui bénéficient de l'aide du PAM se trouvent en Afrique –le Programme distribue des vivres aux réfugiés dans 20 pays du continent– une aide est également fournie à des personnes qui ont fui leur pays en Asie et en Europe.

En Géorgie, par exemple, quelque 6 000 réfugiés ayant échappé aux troubles dans la République russe de Tchétchénie vivent dans la misère depuis plus de dix ans. Dans l'impossibilité de travailler ou de

s'installer officiellement en Géorgie, il est peu probable qu'ils rentrent chez eux tant que persistent les troubles en Tchétchénie et dans la région du nord du Caucase. Selon le HCR, le nombre total de réfugiés dans le monde à la fin de 2003 était de 9,7 millions, soit 10 pour cent de moins que l'année précédente. Cette diminution a été due essentiellement à des rapatriements: en 2003, environ 1,1 million de réfugiés sont rentrés chez eux, dont 646 000 en Afghanistan, 133 000 en Angola, 82 000 au Burundi et 55 000 en Iraq.

Néanmoins, six pays ont provoqué la fuite d'au moins 15 000 réfugiés: le Soudan (112 000), le Libéria (87 000), la République centrafricaine (33 000), la République démocratique du Congo (30 000), la Côte d'Ivoire (22 000) et la Somalie (15 000).

DÉTOURNEMENT DE PRODUITS ALIMENTAIRES AU CAMBODGE

Au Cambodge, les projets vivres-contre-travail représentent 60 pour cent environ de la totalité des activités du PAM. Aussi est-ce avec une surprise considérable que le PAM, au début de 2004, a appris que de grandes quantités de riz devant servir de rétribution dans le contexte de projets vivres-contre-travail au Cambodge avaient été détournées et vendues. Le PAM a lancé une enquête approfondie qui a été menée à la fois par ses vérificateurs internes et par des techniciens de l'extérieur. Les enquêtes, qui se sont prolongées sur une période de quatre mois, ont fait apparaître que la fraude était systématique, complexe et généralisée. Le PAM a présenté les conclusions de l'enquête au Gouvernement royal du Cambodge et a travaillé avec les services anticorruption du gouvernement pour déterminer les quantités d'aliments détournés et l'indemnisation due au PAM.

En février 2005, le Gouvernement cambodgien et le PAM sont parvenus à un accord selon lequel il serait remboursé à ce dernier 900 000 dollars qui seraient utilisés pour l'exécution de projets du PAM dans le pays, ce montant devant être payé en trois versements annuels. Parallèlement, le Gouvernement cambodgien s'est engagé à ouvrir une enquête sur les agents publics impliqués dans ces détournements et à

appliquer des sanctions si leur culpabilité était établie. Les enquêtes internes du PAM ont débouché sur des sanctions contre 15 agents, dont 14 ont été licenciés.

Depuis la découverte des détournements en question, le Gouvernement cambodgien et le PAM ont introduit une série de mesures de contrôle rigoureuses pour éviter que de tels incidents ne se renouvellent. Ces nouvelles procédures ont été formulées par des experts des projets vivres-contre-travail du Ministère cambodgien du développement rural et de bureaux de pays dans la région de l'Asie, avec la collaboration d'un spécialiste détaché par le Gouvernement de la République populaire de Chine.

Les activités vivres-contre-travail doivent reprendre en avril 2005, et le PAM a exprimé sa profonde reconnaissance à ses donateurs au Cambodge pour l'appui qu'ils lui avaient apporté pendant toute la durée de l'enquête. "C'est avec plaisir que nous tournons cette page des activités du PAM au Cambodge; nous attendons avec impatience de reprendre des activités productives, transparentes et bénéfiques au profit des pauvres qui ont faim dans le pays", a déclaré Thomas Keusters, Directeur de pays du PAM.



En 2004, le nombre de pays où sont exécutés des programmes de lutte contre le VIH/sida a augmenté: de tels programmes sont en effet intégrés aujourd'hui aux opérations menées par le PAM dans 41 pays. En 2003 (les chiffres pour 2004 ne sont pas encore disponibles), le PAM a programmé pour plus de 250 millions de dollars pour des interventions liées à la lutte contre le VIH/sida, et il vient ainsi au deuxième rang des coparrains donateurs, après la Banque mondiale, du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA).

Le PAM réalise des programmes d'alimentation scolaire dans 19 des 25 pays les plus touchés par le VIH/sida. Dans ces 19 pays, 3,5 millions d'enfants, dont la plupart avaient été affectés par le sida d'une façon ou d'une autre, ont bénéficié des programmes d'alimentation scolaire du PAM. Celui-ci distribue des rations à emporter aux enfants vulnérables et aux orphelins pour qu'ils ne finissent pas dans la rue et pour qu'ils soient accueillis dans la chaleur d'un foyer. En collaboration avec le programme ONUSIDA, l'UNICEF et l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), le PAM a réalisé des évaluations rapides et a

élaboré des plans d'action pour faire face à la crise de plus en plus sérieuse provoquée par la multiplication des orphelins dans 17 pays d'Afrique subsaharienne. La plupart de ces plans d'action accordent la priorité à l'alimentation et à l'éducation.

Le PAM a également appuyé des programmes de traitement, de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, de soins à domicile, de prévention de la tuberculose et de thérapie antirétrovirale dans 23 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine. Un appui en matière de nutrition a été fourni aux personnes sous traitement et aux membres de leur famille pendant une période déterminée, selon la nature du traitement suivi. Le PAM s'emploie actuellement à élaborer en consultation avec l'OMS des critères spécifiques en vue de déterminer les personnes pouvant bénéficier d'un soutien nutritionnel.

Des produits alimentaires ont été distribués dans le cadre de programmes réalisés dans 32 pays soit comme un soutien visant à garantir la sécurité alimentaire des ménages affectés par le sida, y compris les orphelins et les enfants vulnérables et leur famille d'accueil, soit comme

une ration distribuée dans le contexte d'activités vivres-contre-travail ou vivres pour la formation. Ce dernier type d'activité a pour but d'aider les ménages affectés par le VIH/sida à protéger et diversifier leurs moyens de subsistance. Les bénéficiaires apprennent à cultiver la terre ou d'autres métiers pour acquérir et préserver un bien et garantir ainsi économiquement leur avenir.

Des activités de prévention du VIH/sida ont été organisées dans 26 pays d'Afrique, d'Asie, d'Amérique latine et d'Amérique centrale. Ces activités ont été axées surtout sur les écoliers et leurs enseignants, les bénéficiaires des opérations de secours, les personnes vivant avec le VIH/sida et les membres de leur famille, et les communautés et populations vulnérables.

Les opérations d'urgence mises sur pied par le PAM dans six pays d'Afrique australe ont tenu compte du VIH et du sida dans les analyses de vulnérabilité, le ciblage, les modalités d'exécution des programmes et le contenu des

ractions. À la fin de 2004, 5,6 millions d'habitants de la région avaient bénéficié de distributions générales de vivres du PAM.

En 2004, le PAM a lancé un programme concernant le VIH/sida sur le lieu de travail dans le but d'assurer un environnement de travail sûr pour son personnel. Il s'agit de veiller à ce que les fonctionnaires puissent avoir facilement accès à l'information quant aux précautions à prendre pour se protéger, eux-mêmes et leur famille, contre l'infection par le VIH; que les fonctionnaires séropositifs soient aidés à vivre mieux; et que les fonctionnaires, à tous les niveaux, comprennent l'importance d'accepter et d'appuyer leurs collègues dans un environnement de travail tolérant, juste et compatissant. Le PAM a organisé une formation dans ce domaine dans ses bureaux régionaux de Dakar, Johannesburg et Kampala et la poursuivra dans toutes les autres régions jusqu'à ce que tous les fonctionnaires du PAM aient été sensibilisés.

L'HISTOIRE D'AGNES

Assise sur les marches d'entrée de la maison en pisé qu'elle loue, Agnes William sourit à sa petite fille de trois ans qui joue par terre. Ce pourrait être l'image de n'importe quelle famille pauvre du Malawi, sauf qu'Agnes et sa fille sont séropositives.

Agnes sait la chance qu'elles ont d'être vivantes: il y a quatre ans, elle a vu son mari mourir du sida, ce qui l'a forcée à des actes désespérés pour nourrir sa famille.

"J'ai dû vendre les meubles, les ustensiles de cuisine et même une partie de nos vêtements pour que ma famille ait au moins un repas par jour", dit Agnes, qui a également déménagé avec ses huit enfants dans une maison meilleur marché d'un faubourg pauvre de la capitale, Lilongwe.

Toutefois, la situation n'a pas tardé à empirer. Poussée par les fréquentes maladies de sa fille cadette, Agnes et son enfant ont fait un test de dépistage en 2002, qui s'est avéré positif pour l'une et l'autre. Ensuite, Agnes a contracté la tuberculose, l'une des infections opportunistes les plus communes et les plus meurtrières associées au VIH/sida.



De plus en plus malade et pouvant rarement se lever, Agnes s'est finalement inscrite à un programme communautaire de soins à domicile, après quoi les choses ont commencé à aller mieux.

Grâce à ce programme, qui est appuyé par la Catholic Development Commission du Malawi et par le PAM, Agnes reçoit à la fois des médicaments et des aliments, et son état de santé s'est amélioré du tout au tout.

"Au début, lorsque je ne recevais que des médicaments, je me sentais coupable parce que je ne pouvais pas nourrir mes enfants, qui comptent sur moi", dit Agnes. "Mais grâce à l'aide alimentaire du PAM, ce sentiment de culpabilité a disparu car je peux à nouveau leur donner à manger."

Bien que les partenaires et les bureaux de pays du PAM aient renforcé les programmes appuyés par une aide alimentaire, le rôle de l'alimentation et de la nutrition dans la lutte contre le VIH et le sida demeure mal compris et est souvent négligé. En 2004, le PAM a, avec ses partenaires, organisé ou participé à des consultations et à des ateliers nationaux et internationaux afin de faire bien comprendre le rôle de l'alimentation dans la prévention, le traitement et les soins des personnes qui vivent avec le VIH et avec le sida. Le PAM a également apporté un appui pour la réalisation d'études et de recherches opérationnelles afin d'appeler l'attention sur l'importance de l'alimentation et de la nutrition. Des supports de sensibilisation ont été produits, dont une bande vidéo sur l'alimentation et le VIH/sida, et cet effort de sensibilisation s'est également traduit par une multitude d'articles parus dans les médias, des communiqués de presse, des lettres à la rédaction et des affiches.

En 2004, pour familiariser les bureaux de pays du PAM aux questions liées à l'aide alimentaire associée aux programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, le PAM a produit un certain nombre de documents et d'instructions, dont un intitulé *Getting Started: WFP Support to the Prevention of Mother-to-Child Transmission of HIV and Related Programmes*. D'autres publications sont également parues, dont *Getting Started: HIV/AIDS Education in School Feeding Programmes*, et sept fiches d'information consacrées à des sujets en rapport avec le VIH comme la sécurité alimentaire, les orphelins et les enfants vulnérables, l'alimentation scolaire, la nutrition, les femmes, la tuberculose et les situations d'urgence.

Le PAM et l'OMS s'emploient à élaborer une stratégie conjointe de formation et d'élaboration de directives techniques. En outre, le PAM, en collaboration avec l'ONG World Vision International, a entrepris un exercice pilote de programmation conjointe en vue d'améliorer et d'élargir leur intervention concertée de lutte contre l'épidémie.

En 2004, le PAM a signé des mémorandums d'accord avec la *Clinton Foundation* et la *National AIDS Control Organization of India*.

PROGRAMMES DE FORMATION PRATIQUE À L'AGRICULTURE ET DE PRÉPARATION À LA VIE

En collaboration avec la FAO, le PAM a élaboré une stratégie afin de s'attaquer de façon durable à la crise croissante provoquée par la multiplication des orphelins en Afrique subsaharienne. Les programmes de formation pratique à l'agriculture et de préparation à la vie ont pour but d'aider les enfants affectés par le VIH et le sida à améliorer leurs moyens de subsistance et leur sécurité alimentaire à long terme.

Dans le cadre de ces programmes pilotes de formation, le PAM dispense des repas nutritifs aux orphelins et aux enfants vulnérables au Mozambique, au Kenya et en Namibie pendant qu'ils suivent une formation pratique à l'agriculture et acquièrent les aptitudes qui leur seront précieuses dans la vie. Ces programmes s'adressent aux enfants de 12 à 17 ans –garçons et filles en proportions égales– et durent 12 mois. Ils sont axés principalement sur les pratiques agricoles, comme la préparation de la terre, la récolte, l'entreposage, la nutrition et la commercialisation. Le programme comporte également une éducation orientée vers la prévention de l'infection par le VIH.

La première année, les quatre programmes réalisés au Mozambique ont permis de former 100 enfants et, en 2005, il en sera formé 1 000 de plus. Le modèle des programmes de formation pratique à l'agriculture et de préparation à la vie offre un potentiel considérable dans la mesure où il s'agit non seulement d'une stratégie appropriée mais aussi d'un mécanisme concret qui permet d'atteindre les enfants vulnérables et de les aider à assurer leur avenir. Il est prévu d'élargir ces programmes à d'autres pays, dont le Swaziland et la Zambie.

Alimentation scolaire



En 2004, le PAM a fourni une assistance à 16,6 millions d'écoliers dans 72 pays.

Le PAM constate avec plaisir que l'on commence à mieux comprendre et reconnaître, partout dans le monde, l'importance de l'alimentation scolaire. Il existe toute une série de réseaux et d'alliances –en Amérique latine, dans la région du Sahel, au Moyen-Orient et ailleurs– qui s'emploient à encourager l'alimentation scolaire, dont chacun s'accorde de plus en plus à reconnaître qu'elle constitue l'un des moyens d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Conformément à l'engagement qu'a pris le Directeur exécutif du PAM de ne négliger aucun effort pour

réaliser les objectifs du Millénaire, les activités d'alimentation scolaire du PAM devraient, d'ici à la fin de 2007, toucher 50 millions d'enfants.

À l'heure actuelle, le PAM encourage activement le concept d'enveloppe de services essentiels, c'est-à-dire d'interventions et d'activités de nature à compléter l'alimentation scolaire. Si l'on veut que cette dernière donne tout son potentiel, elle doit aller de pair avec un programme d'études scolaires valable, un approvisionnement en eau salubre et des latrines hygiéniques, la distribution d'aliments enrichis en micronutriments et des campagnes de déparasitage,

et aussi avec une éducation de base dans des domaines comme la santé, l'hygiène, la prévention de l'infection par le VIH et la prévention de l'exploitation sexuelle. Le PAM a par ailleurs beaucoup avancé dans les efforts qu'il déploie pour promouvoir et faciliter la création de potagers scolaires gérés par les élèves et le personnel des écoles. En outre, en collaboration avec le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et les gouvernements hôtes, le PAM appuie la création de marchés sur lesquels les petits exploitants puissent vendre leur production dans le cadre des programmes d'alimentation scolaire faisant appel aux produits d'origine locale.

Les partenariats occupent aujourd'hui une place centrale dans la stratégie du PAM et contribuent à promouvoir la fourniture de l'enveloppe de services essentiels. Le PAM s'emploie activement à mobiliser le concours des organismes des Nations Unies, des ONG, des gouvernements et des partenaires du secteur privé pour mener conjointement des activités de plaidoyer et de collecte de fonds et les associe simultanément à l'élaboration et au suivi de ses programmes pour en assurer la durabilité. Jusqu'à présent, les partenariats menés par le PAM avec l'UNICEF, l'OMS, la FAO, le NEPAD, et les entreprises TNT et International Paper ont été particulièrement fructueux et sont venus compléter les activités d'alimentation scolaire du Programme.

L'ensemble du processus d'enquêtes sur les programmes d'alimentation scolaire —conception, analyse et présentation de rapports à ce sujet— est actuellement en cours de révision pour veiller à ce qu'il soit conforme aux priorités stratégiques et aux politiques générales du PAM. À la fin de 2004, des enquêtes normalisées sur l'alimentation scolaire avaient été réalisées dans 59 pays, sur un échantillon de 12 000 écoles. En outre, le système ARGOS, qui est un système satellitaire qui permet de suivre les indicateurs clés sur une base mensuelle, a été introduit dans cinq nouveaux pays; il y a maintenant plus de 1 700 appareils de communication avec le système ARGOS —deux fois plus qu'en 2003— dans 15 pays.



L'éducation des filles continue d'être l'une des premières priorités pour le PAM, et les résultats sont encourageants. En 2004, le taux d'inscription dans les écoles bénéficiant de programmes d'alimentation scolaire a augmenté de 12 pour cent pour les filles, et le taux global moyen d'inscription des garçons s'est accru de 7 pour cent par rapport à l'année précédente. Le taux d'assiduité des filles a lui aussi beaucoup progressé par rapport à l'année antérieure. Toutefois, la baisse des taux d'inscription et d'assiduité scolaires parmi les adolescentes demeure un problème majeur, et il faudra redoubler d'efforts —grâce à la distribution de rations à emporter et au moyen d'autres interventions essentielles— pour faire en sorte que les enfants poursuivent leurs études au moins jusqu'à la fin du cycle primaire.

La campagne lancée par le PAM sur le thème "19 centimes par jour" (assez pour nourrir un enfant à l'école) a gagné du terrain pendant l'année en donnant au public une idée de ce que ses contributions peuvent permettre d'accomplir. Simultanément, le Service d'alimentation scolaire a lancé la "matrice d'assistance", mécanisme de contributions en ligne qui permet aux particuliers et aux groupes de se renseigner sur le coût des articles non alimentaires dont ils souhaitent faire don aux programmes d'alimentation scolaire du PAM et de les sélectionner par internet.

UN PROGRAMME RÉUSSI: L'ALIMENTATION SCOLAIRE POUR LE RETOUR DES ENFANTS DANS LEUR FOYER EN GÉORGIE

L'effondrement de l'Union soviétique, au début des années 90, a plongé beaucoup de Géorgiens dans le dénuement, ce qui a marqué le début du phénomène de placement en établissement. Les parents désespérés, ne pouvant plus gagner assez d'argent pour nourrir la famille, ont souvent été forcés de placer leurs enfants dans des orphelinats et pensionnats d'État pour les mettre à l'abri de la faim. À la fin des années 90, quelque 5 000 enfants grandissaient dans ces différents établissements, pour la plupart originaires de foyers fonctionnels mais misérables.

En août 2004, le PAM s'est associé au gouvernement, à divers organismes des Nations Unies et à des ONG pour lancer un projet pilote d'alimentation scolaire, d'une durée d'un an, visant à promouvoir le retour des enfants dans leur foyer. Ce projet, financé grâce à un don du Gouvernement canadien, a essentiellement pour but de déterminer si l'alimentation scolaire peut véritablement contribuer au processus de réinsertion de ces enfants dans leur famille en allégeant la charge que

des bouches supplémentaires à nourrir représentent pour les familles vulnérables. Le projet permettra également de déterminer si l'alimentation scolaire peut avoir un impact sur les taux d'inscription et d'assiduité scolaires et sur la capacité des enfants de se concentrer, surtout dans le cas des enfants plus difficiles.

Le projet est ciblé sur quelque 2 000 élèves des écoles primaires dans deux des régions économiquement les plus déprimées de la Géorgie, dont sont originaires la majeure partie des enfants placés en établissement.

Lors d'une première étude d'acceptabilité, il est apparu que les membres du groupe pilote avaient faim, et il a été prévu de distribuer des repas légers représentant de 30 à 45 pour cent de l'apport calorique journalier requis. Des collations composées de biscuits à haute teneur énergétique accompagnés soit de petits pains sucrés, soit de Lobiani, pain traditionnel à base de haricots, sont maintenant offertes dans les écoles pendant la récréation du matin.

S'il est trop tôt pour dire ce que seront les résultats de ce projet, l'on a d'ores et déjà constaté une tendance positive: les élèves commencent à rentrer chez eux et les communautés intéressées n'ont plus placé d'enfants dans ces établissements depuis le début du projet pilote, en octobre 2004. Quatre mois seulement après son lancement, le projet a déjà permis d'améliorer les taux aussi bien d'inscription que d'assiduité scolaires et les autorités locales se sont engagées à verser des contributions prélevées sur les fonds des municipalités pour couvrir une partie du coût du projet.

Le projet pilote d'alimentation scolaire entrepris en Géorgie est un projet à la fois novateur et pluridimensionnel qui a pour objet de satisfaire les besoins non seulement physiques mais aussi psychosociaux des enfants en encourageant la réunion des familles et en créant un climat propice à l'épanouissement des enfants dans un environnement familial accueillant.



Financement et ressources

CONTRIBUTIONS DES GOUVERNEMENTS

En 2004, le PAM a reçu pour 2,2 milliards de dollars de contributions confirmées, soit 92 pour cent de l'objectif fixé pour l'année. La part de la contribution des États-Unis –principal donateur– par rapport au total des ressources du PAM est tombée de 57 pour cent à 47 pour cent à la suite d'une augmentation des contributions des autres donateurs. Les contributions versées par l'Union européenne –la Commission européenne plus ses États membres– se sont montées à 681 millions de dollars, soit 8 pour cent de plus qu'en 2003. Les contributions de l'Union européenne ont représenté 31 pour cent du total reçu en 2004.

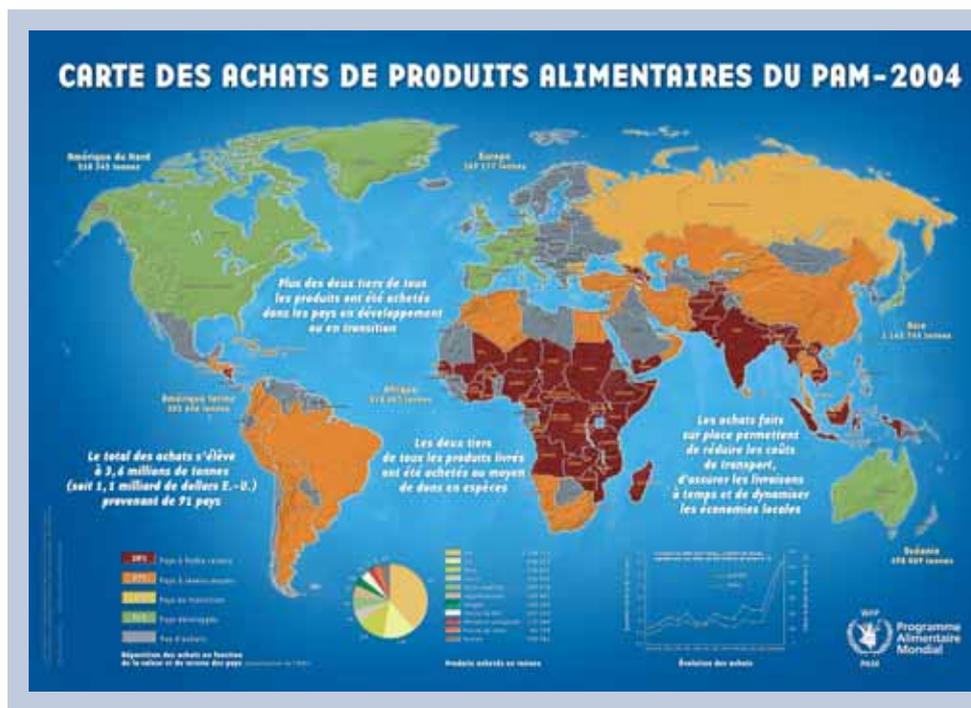
Seize des 20 donateurs les plus importants ont accru leurs contributions, cette augmentation étant de plus de 15 pour cent dans le cas de l'Allemagne, de l'Espagne, de la France, de l'Inde, de l'Irlande, de l'Italie, du Malawi, des Pays-Bas et de la République de Corée. En 2004, huit donateurs ont pour la première fois versé des contributions au PAM: Bhoutan, Bulgarie, Émirats arabes unis, Éthiopie, Guatemala, Madagascar, Turquie et Zimbabwe.

Les contributions confirmées au titre des activités de développement du PAM ont représenté 276 millions de dollars, soit 36 millions de dollars de plus qu'en 2003,

et ont couvert 91 pour cent des besoins dans cette catégorie d'activités.

Les contributions reçues en 2004 au titre des opérations spéciales ont atteint le chiffre record de 95 millions de dollars. Les contributions confirmées au CII se sont montées à 25 millions de dollars, ce qui a également été un chiffre jamais atteint jusqu'alors. En outre, 1,1 milliard de dollars, soit 89 pour cent des besoins évalués, a été reçu pour les opérations d'urgence, et 616 millions de dollars, ou 89 pour cent également des besoins évalués, pour les IPSR. Bien que la proportion des contributions multilatérales ait légèrement augmenté en 2004 (1 pour cent), leur valeur effective est tombée de 24,3 millions de dollars par suite des fluctuations des taux de change.

En 2004, les dépenses effectives du PAM ont représenté au total près de 3,1 milliards de dollars, soit 10 pour cent de moins qu'en 2003. En fin d'année, elles ont dépassé de près de 16 pour cent le budget initialement prévu de 2,65 milliards de dollars par suite de l'augmentation des dépenses afférentes aux opérations bilatérales, aux opérations d'urgence et aux opérations spéciales. Hormis l'opération bilatérale en Iraq, le montant total des dépenses encourues en 2004 a été de 2,29 milliards de dollars, soit 2 pour cent de moins qu'en 2003.



En 2004, le PAM a acheté au total 3,6 millions de tonnes de produits alimentaires à un coût de 1,1 milliard de dollars, dans 91 pays. Cela a représenté une augmentation de 17 pour cent par rapport à 2003, année pendant laquelle le PAM a acheté 2,7 millions de tonnes de produits à un coût de 634 millions de dollars. Plus des deux tiers des achats de produits alimentaires réalisés en 2004 ont été effectués dans des pays en développement ou des pays en transition.

Appui des donateurs privés

DONATEURS PRIVÉS

En 2004, les contributions des donateurs privés se sont montées à 61,6 millions de dollars, contre 28,7 millions de dollars en 2003, dont 18,3 millions de dollars de contributions en espèces et de contributions en nature programmées, plus 43,3 millions de dollars de dons supplémentaires en nature. Les dons d'espace publicitaire et de temps d'antenne, d'une valeur d'environ 29 millions de dollars, ont constitué la principale catégorie de dons en nature.

L'année 2004 marquera un jalon dans les efforts de collecte de fonds auprès du secteur privé. Outre qu'il a réussi à mobiliser pour plus de 61 millions de dollars de contributions en espèces et de dons en nature, le PAM a introduit des transformations structurelles et a élaboré des politiques pour faire en sorte que sa collaboration avec les donateurs privés soit mise en oeuvre conformément au mandat général de l'Organisation des Nations Unies et d'une façon tout à fait transparente pour toutes les parties intéressées.

Afin de mobiliser des fonds auprès de sociétés, de fondations et de particuliers, le PAM a décentralisé ses efforts et a étoffé son personnel dans ce domaine dans différentes régions du monde. Indépendamment des activités menées à partir de son siège, à Rome, le PAM a intensifié ses efforts de collaboration avec le secteur privé aux États-Unis, en Amérique latine, au Japon, en Asie et dans les Émirats arabes unis.

Des directives officielles concernant les rapports avec les donateurs privés ont été élaborées et approuvées par le Conseil d'administration. Le PAM a amélioré son système de collecte d'informations sur les donateurs privés et a commencé à utiliser l'internet et les campagnes de sensibilisation à différentes causes pour encourager les dons des particuliers.

En 2004, le PAM a doublé le montant des contributions en espèces et des dons en nature provenant des donateurs actuels et des nouveaux donateurs. TNT, société de messagerie et de logistique d'envergure mondiale, a renouvelé son engagement de mettre ses avoirs, ses connaissances et ses ressources au service du PAM pour

MARCHE MONDIALE CONTRE LA FAIM

TNT a entrepris de lancer la Marche mondiale contre la faim pour susciter une prise de conscience dans le monde et mobiliser des ressources pour le PAM. Le 20 juin 2004, les employés de TNT et du PAM, leur famille et leurs amis ont, pendant une journée, fait une marche commémorative dans 72 pays de 24 fuseaux horaires différents. En tout, 40 000 personnes ont participé à ces marches et ont couvert en tout une distance de 200 000 km, soit l'équivalent de cinq

fois le tour du globe. Au total, 23 bureaux du PAM ont aidé à mobiliser plus de 1 million de dollars pour les activités d'alimentation scolaire. Ces marches ont été très suivies par les médias mondiaux, y compris CNN, ainsi que par la presse nationale et locale.



l'aider à combattre la faim dans le monde. TNT a fourni une assistance en matière logistique, a transporté des secours critiques pour les opérations d'urgence du PAM en Iran, en Haïti et au Soudan et a aidé le Programme à gérer la chaîne d'approvisionnement interorganisations. Sur le terrain, des employés de TNT ont aidé les bureaux de pays du PAM dans des domaines comme la gestion des parcs de véhicules et des entrepôts, les analyses des opérations et des systèmes et les projets d'alimentation scolaire.

TNT, par le biais des contributions de la société et de l'engagement accru de ses 160 000 employés dans le monde entier, a fourni au PAM pour plus de 14 millions de dollars de financement direct et d'appui en nature. Le PAM a collaboré avec TNT pour mener à bien une série de campagnes de sensibilisation aux causes qu'il défend, notamment en vue de lancer un timbre de bienfaisance pour Noël.

Étant donné le succès considérable de cette manifestation, le PAM a l'intention de poursuivre la campagne en 2005 et les années suivantes. Cette initiative ne manquera pas de devenir la principale manifestation annuelle de plaidoyer et de mobilisation de fonds organisée par le PAM. Cette année, cette manifestation doit avoir lieu le 12 juin 2005.



Le Boston Consulting Group, cabinet international de conseil stratégique et de conseil en gestion, a manifesté son appui continu au partenariat noué avec le PAM en 2003 sous forme d'un don de 3,27 millions de dollars de services de consultants visant à aider le PAM à optimiser la gestion de sa chaîne d'approvisionnement et à améliorer son système de prévision des dons.

Le Comité saoudien pour les secours au peuple palestinien a fait un don de plus de 6,3 millions de dollars pour la distribution d'assortiments alimentaires spécialisés à plus de 200 000 familles dans le Territoire palestinien occupé. Le Comité est la principale organisation non gouvernementale saoudienne de secours aux Palestiniens. Il s'agit du premier don privé jamais reçu d'un pays arabe ou d'un pays membre du Conseil de coopération du Golfe pour le Territoire palestinien.

Cargill, société agroalimentaire de premier plan, a accru ses dons en 2004 en appuyant un programme conjoint PAM/UNICEF de déparasitage en Côte d'Ivoire, au Guatemala et au Kenya, ainsi que des projets d'alimentation scolaire au Nicaragua. **Telecom Italia Mobile**, première société européenne de téléphonie mobile GSM, a lancé une campagne novatrice de messages SMS pour le compte du PAM.

Le bureau du PAM à New York a aidé à mobiliser pour plus de 2,65 millions de dollars auprès de donateurs privés, y compris un important don de l'**International Paper (IP)** et de l'**International Paper Foundation** pour la distributions de repas et de comprimés de déparasitage aux enfants d'âge préscolaire et aux enfants en âge de fréquenter l'école primaire au Kenya. Dans le cadre de ce don, IP a utilisé sa principale fabrication —des briques de conditionnement— pour créer pour le PAM une brique alimentaire appelée "Des pièces pour les



enfants" qui peut être utilisée comme tirelire pour rassembler des contributions des employés. D'autres

contributions généreuses ont été reçues notamment du **Pierre and Pamela Omidyar Fund at the Peninsula Community Foundation**, de l'**Adobe Foundation Fund – Community Foundation Silicon Valley**, de la **JP Morgan Chase Foundation**, de **Kraft Foods Inc.** et de l'**American Express Foundation**.

Les efforts déployés en Amérique latine en 2004 ont été concentrés sur des activités de plaidoyer et de collecte de fonds au Pérou, au Nicaragua, au Honduras et en Colombie. Au Pérou, le **Banco Wiese Sudameris** a lancé une campagne de publicité consacrée aux activités d'alimentation scolaire du PAM et, au Honduras, l'équipe du PAM a organisé un marathon radio avec la collaboration d'artistes nationaux et internationaux pour sensibiliser le public à la situation des enfants pauvres et sous-alimentés qui luttent pour aller à l'école.

Communication et plaidoyer

En 2004, le PAM a eu recours à une large gamme de stratégies de collaboration avec les médias et de plaidoyer pour susciter une prise de conscience accrue de la faim dans le monde et de la mission du PAM parmi les donateurs, les principaux médias, les personnalités influentes et le grand public. Ainsi, le Programme a fait intervenir la presse écrite, les services d'information sur internet, la radio et la télévision. Le nombre de nouvelles concernant le PAM publiées par les principaux médias imprimés et électroniques dans 14 des premiers pays donateurs a atteint 5 280, soit beaucoup plus que l'objectif fixé.

Le PAM a obtenu du temps d'antenne et de l'espace publicitaire offerts par d'importants réseaux de télévision et publications à titre gracieux et a produit 29 encarts publicitaires et six annonces qui ont été publiées ou diffusées gratuitement dans les principaux pays donateurs et dans les pays donateurs potentiels, y compris par la BBC et CNN. La valeur commerciale connue des annonces ainsi faites dans 20 réseaux de diffusion s'est montée à 11 millions de dollars, tandis que la campagne de publicité lancée par le Conseil japonais de la publicité à l'appui du PAM a représenté 18 millions de dollars, soit 29 millions de dollars en tout, ou à peu près la moitié du total des dons privés au PAM.

Le PAM a réalisé 190 réunions d'information et conférences de presse sur des problèmes humanitaires de grande envergure comme les crises alimentaires en Corée du Nord, dans le Darfour, au Soudan et en Afrique australe. Le site web du PAM, récemment réorganisé, a reçu en moyenne six millions de visites par mois en 2004 et 1 million de pages ont été visualisées. Deux éléments novateurs introduits dans le site web en 2004 ont été i) une carte interactive de la faim et ii) une page intitulée "Le décompte des affamés", présentation interactive qui explique les principaux aspects de la réalité qu'est la faim. En outre, des sites web ont été lancés dans cinq nouvelles langues: danois, islandais, finnois, norvégien et suédois.

Pour sensibiliser l'opinion internationale au problème de la faim, le PAM a rédigé 39 articles de fond sur de grands problèmes humanitaires qui ont été publiés dans les journaux et périodiques de 30 pays et il a organisé 16 manifestations, y compris la campagne "19 centimes par jour" pour l'alimentation scolaire et la campagne *Marche mondiale contre la faim*, en association avec TNT. En Italie, les premières pièces commémoratives de 2 euros consacrées au PAM ont été lancées, une association des Amis du PAM a vu le jour et, pendant toute une journée, les matchs de football ont été dédiés au PAM. Le Programme a également organisé à l'intention de centaines de journalistes, parlementaires et représentants du secteur privé des visites des activités appuyées par le PAM. Le PAM a également dispensé une formation en matière de relations avec les médias et de plaidoyer à 235 fonctionnaires des services du siège et des bureaux extérieurs.



COLLABORATION AVEC LES ORGANISMES DES NATIONS UNIES

INSTITUTIONS BASÉES À ROME

En juillet 2004, 77 projets conjoints PAM/FAO étaient en cours dans 41 pays, le PAM fournissant les produits alimentaires et la FAO une assistance technique. Le 20 août 2004, la FAO et le PAM ont signé un mémorandum d'accord en vue d'élaborer des stratégies conjointes d'intervention en cas d'urgence en République du Congo et de renforcer la capacité des structures nationales et des ONG de consolider la sécurité alimentaire des ménages.

Les missions conjointes d'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires constituent un aspect important de la collaboration entre la FAO et le PAM. En 2004, 17 missions conjointes d'évaluation ont été menées avec des membres de l'extérieur: 13 en Afrique, trois en Asie et une en Amérique centrale. Les processus et méthodes d'évaluation conjointe ont été analysés en collaboration avec les donateurs –la Commission européenne, l'USAID, le Département pour le développement international du Royaume-Uni et les organisations régionales auxquelles appartiennent les pays fréquemment en crise: la Communauté de développement de l'Afrique australe et le Comité permanent inter-États pour la lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS). Un processus de planification conjointe plus systématique a été établi, et des principes directeurs concernant la participation d'observateurs des donateurs ont été élaborés et mis à l'essai.

Le PAM a appuyé l'intervention mise sur pied pour faire face à la crise provoquée par l'invasion de criquets pèlerins dans les pays du Sahel en mettant à disposition, à la demande de la FAO et avec un financement du Gouvernement italien, un avion Ilyushin-76 basé au Centre logistique commun des Nations Unies de Brindisi (Italie) pour transporter 160 tonnes de pesticides en Mauritanie, au Sénégal et au Tchad. En collaboration avec la FAO, le CILSS et le Réseau des systèmes d'alerte rapide en cas de famine, le PAM a dirigé des missions dans quatre des pays potentiellement les plus affectés –le Mali, la

Mauritanie, le Niger et le Sénégal– pour évaluer l'impact de la situation sur la sécurité alimentaire et les mécanismes employés pour faire face à la crise.

Fin juillet 2004, le PAM menait en collaboration avec le Fonds international de développement agricole (FIDA) sept projets au Cambodge, en Chine, en Inde, au Laos, en République populaire démocratique de Corée, en Tanzanie et au Tchad. La représentation du FIDA en Inde, établie dans le cadre du nouveau programme pilote de présence sur le terrain du Fonds, est accueillie par le bureau du PAM à Delhi.

UNICEF

Au cours des consultations de haut niveau qui ont eu lieu au sujet de la révision du mémorandum d'accord entre le PAM et l'UNICEF, les deux institutions ont identifié trois domaines prioritaires dans lesquels leur collaboration pourrait être renforcée aux échelons mondial, régional et national: accroissement des taux d'inscription et de maintien à l'école primaire des petites filles, réduction de la malnutrition et réduction du risque et de la charge représentés par le VIH/sida, surtout pour les orphelins et les enfants vulnérables. La mise en oeuvre conjointe par le PAM et l'UNICEF de l'enveloppe minimum de services économiquement efficaces dans les écoles a été élargie, passant de 25 pays en 2003 à 37 en 2004. Le PAM et l'UNICEF ont mobilisé une contribution de 950 000 dollars d'une fondation d'entreprise en vue de la programmation conjointe d'interventions scolaires au Nicaragua. En Afghanistan, le gouvernement, le PAM, l'UNICEF et l'OMS ont collaboré à la mise en oeuvre d'une campagne nationale de déparasitage. Le PAM et l'UNICEF ont entrepris une enquête conjointe sur la nutrition en République populaire démocratique de Corée et ont collaboré à la réalisation d'enquêtes sur la nutrition au Tchad et dans le Darfour. En Éthiopie, l'UNICEF et le PAM ont lancé conjointement un projet pour la survie des enfants, d'une durée de trois ans, tendant à relier la prestation de soins de santé et la distribution de vivres afin d'élargir la couverture des services de santé et d'accroître les chances de survie des enfants les plus vulnérables.

HCR

En 2004, le PAM et le HCR ont secouru 2,8 millions de réfugiés dans 29 pays. Leur collaboration sur le terrain a notamment revêtu la forme d'activités conjointes d'évaluation, de suivi et de programmation. Dans ce contexte, les deux institutions ont achevé l'élaboration de principes directeurs concernant les évaluations conjointes, qui ont été distribués en anglais et en français aux bureaux extérieurs, qui portent sur différents aspects de leurs activités conjointes, comme les interventions en cas de nouvelles situations d'urgence et d'afflux de réfugiés, les évaluations approfondies de l'autonomie des populations, la préparation des opérations de rapatriement et de réinsertion, le suivi et l'alimentation scolaire. Pendant

toute l'année, les deux institutions se sont tenues régulièrement en contact au niveau de leur direction et au niveau opérationnel ainsi que dans le contexte des réunions conjointes avec les donateurs pour garantir une filière ininterrompue d'approvisionnements alimentaires. Conformément au mémorandum d'accord révisé, le PAM a assumé la responsabilité des distributions de vivres au Kenya, en Ouganda, au Pakistan, en Sierra Leone et en Zambie.

OMS

Le PAM a continué de travailler avec l'OMS à l'élaboration de stratégies de nutrition afin d'améliorer les résultats des activités entreprises dans les domaines de l'éducation, de la santé et de la nutrition, et a continué d'étudier les moyens de maximiser les effets de synergie entre les deux institutions dans le domaine des services fournis dans le contexte scolaire, en particulier dans le domaine du déparasitage, et les activités d'alimentation scolaire. L'OMS et le PAM ont décidé de collaborer à la réalisation d'activités concernant la nutrition et la lutte contre le VIH/sida, notamment en fournissant au niveau du terrain un appui à l'initiative Trois millions de personnes sous traitement d'ici 2005, qui tend à étendre la thérapie antirétrovirale à 3 millions de personnes d'ici à la fin de l'année. Des activités conjointes OMS/PAM ont commencé ou sont envisagées dans six pays pilotes: Burundi, Malawi, Mozambique, Ouganda, Rwanda et Zambie. Le PAM collabore avec l'OMS dans plusieurs des pays où est mise en oeuvre l'initiative susmentionnée dans différents domaines, les principaux étant l'appui nutritionnel fourni aux malades chroniques et aux mères participant aux programmes de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, ainsi que les services d'accueil dispensant conseils et traitement qui visent à aider les séropositifs à améliorer leur état de santé et à traiter les infections opportunistes.

COMITÉ PERMANENT SUR LA NUTRITION DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES

Le PAM a continué de participer aux travaux du Comité directeur du Comité permanent sur la nutrition, notamment en vue de préparer sa réunion



annuelle de 2005, au Brésil. Le PAM et la FAO ont ensemble accueilli en février 2004 une réunion du Comité directeur visant à élaborer les orientations stratégiques futures du Comité permanent. Le PAM a également assumé la responsabilité de coordonner la réponse du Comité permanent au projet de plan d'action élaboré par l'équipe spéciale sur la faim du Projet objectifs du Millénaire. Des fonctionnaires du PAM ont participé à la session annuelle de 2004 du Comité permanent, à New York, et ont fait plusieurs exposés lors des réunions des groupes de travail. Le PAM a également participé aux travaux que poursuivent les groupes de travail du Comité permanent dans les domaines de la lutte contre le VIH/sida, de la sécurité alimentaire des ménages, de la santé et de la nutrition dans le contexte scolaire, de la nutrition en périodes de crise et de la distribution d'aliments enrichis en micronutriments.

COLLABORATION AVEC D'AUTRES PARTENAIRES

En 2004, le PAM a lancé une initiative de partenariats stratégiques avec les ONG dans le cadre de son effort pour être "le meilleur partenaire possible", l'objectif étant d'étudier la possibilité d'établir avec les ONG de nouveaux types de relations de nature à tirer le meilleur parti des points forts et des complémentarités de chacun afin d'accroître l'impact et la durabilité des activités. Dans un premier temps, le PAM a réalisé une enquête parmi les parties prenantes pour s'enquérir de leurs vues à propos de cette initiative et a mené une série de dialogues avec diverses ONG associées. World Vision a participé au premier de ces dialogues, qui a eu lieu à Rome fin mars; d'autres ont suivi pendant le courant de l'année.

En 2004, les bureaux de pays ont signalé une forte hausse du nombre d'ONG partenaires: 1 944, dont 225 ONG internationales, soit une augmentation de 66 pour cent sur les sept dernières années. Au cours des deux années écoulées, environ 50 pour cent de l'aide alimentaire du PAM a été distribuée par des ONG.

Le Directeur exécutif a poursuivi son dialogue avec les partenaires de la société civile pendant ses visites dans les pays donateurs. En 2004, il s'est entretenu avec des

représentants de confédérations d'ONG et d'ONG individuelles en Australie, aux États-Unis, en Norvège, en Nouvelle-Zélande et aux Pays-Bas pour discuter des possibilités de collaboration dans le domaine humanitaire.

BANQUE MONDIALE

Le PAM a continué de détacher un haut fonctionnaire à Washington en qualité de représentant auprès des institutions de Bretton Woods. Cette mesure, jointe à des contacts plus étroits au niveau du terrain, s'est traduite par un resserrement significatif de la coopération entre le PAM et ces institutions. En juin 2004, la Banque mondiale et le PAM sont convenus d'élargir cette coopération et deux hauts fonctionnaires de la Banque mondiale ont été détachés auprès du siège du PAM.

C'est surtout dans les pays sortant d'un conflit ou d'une crise que la coopération entre la Banque mondiale et le PAM s'est le plus développée, l'intention étant de mettre en oeuvre une approche conjuguant les objectifs d'un système alimentaire plus efficace et ceux d'une stratégie de protection durable pour les pays sortant d'un conflit ou d'une crise. Les deux institutions ont entrepris des activités conjointes en Afghanistan, en Iraq et en Éthiopie. À Madagascar, la Banque mondiale a prié le PAM de gérer une partie de son appui aux victimes de la catastrophe.

Dans le contexte des objectifs du Millénaire pour le développement, le PAM s'est tenu en contact avec les services de la Banque mondiale chargés de l'éducation pour faire en sorte que l'appui apporté par le PAM aux activités d'alimentation scolaire soit intégré aux stratégies d'éducation appuyées par la Banque mondiale. En Mauritanie, il a été possible d'incorporer la contribution du PAM à l'initiative d'intervention accélérée. Des experts de la Banque mondiale et des fonctionnaires du PAM ont échangé des données d'expérience en vue d'améliorer l'efficacité des programmes de lutte contre le VIH/sida et participent à de nombreuses activités conjointes sur le terrain.

LES AMBASSADEURS DU MONDE DU SPECTACLE ET DU SPORT

Une longue liste de vedettes ont bien voulu mettre leur célébrité au service du PAM afin de sensibiliser le public au problème de la faim dans le cadre d'une série de messages publicitaires produits par le Programme. Cette campagne de communication au profit des bénéficiaires du PAM a ensuite été diffusée gratuitement par différentes chaînes de télévision et de cinéma ainsi que sur grand écran, comme à Times Square, à

New York, où a été projeté un spot de 30 secondes avec **Sean Connery**; ce spot, montré sur l'écran haut de 22 étages —The Big Picture— de la tour Reuters, a été vu par 1,5 million de spectateurs par jour. Ce spot de **Sean Connery** a été également diffusé par MSNBC, FOX et la BBC, ainsi que par différentes chaînes nationales de télévision d'Europe, de plusieurs États arabes, du Japon, de la Russie, de l'Australie et des États-Unis. En juillet et août, la chaîne suisse de cinémas Cinécom a projeté pendant les bandes annonces le spot du célèbre acteur sur 232 écrans de Genève, Zurich, Lausanne, Bale et Berne.

Jarno Trulli, pilote italien de Formule 1, a tourné dans un spot diffusé dans le monde entier par la BBC, CNN, Al Jazeera et d'autres chaînes. Message de Trulli: "En cinq secondes, mon bolide de Formule 1 passe de 0 à 200 kilomètres à l'heure. Toutes les cinq secondes, un enfant meurt de faim". Une revue britannique publiée au Moyen-Orient, Sports World ME, a fait don de pages de publicité consacrées à Trulli, son monoplace et son message pour le PAM.



Pendant les **Jeux olympiques**, une nouvelle annonce avec **Paul Tergat** a été projetée par CNN et la BBC. CNN a également produit à cette occasion une émission spéciale consacrée à cet athlète, qui est l'un

des ambassadeurs du PAM contre la faim. Il y était rappelé qu'avant de battre le record du monde du marathon, Tergat avait bénéficié pendant son enfance des activités d'alimentation scolaire du PAM.

Entre autres acteurs et actrices qui ont bien voulu

participer à ces annonces du PAM diffusées par les principales chaînes de télévision de leur pays, il y a lieu de citer l'acteur et réalisateur **Jacques Perrin**, l'acteur égyptien **Mahmoud Yassin** et l'actrice italienne **Maria Grazia Cucinotta**. Plusieurs éminents réalisateurs, dont **Ridley Scott**, **John Woo** et **Mehdi Charef**, ont également mis leur talent au service de la production d'un film international réalisé avec la coopération du PAM, de l'UNICEF et du Gouvernement italien, qui a fourni la majeure partie du financement.

La première ambassadrice du PAM contre la faim, **Cesaria Evora**, a poursuivi ses efforts pour faire connaître le PAM. Un clip vidéo, également produit par le PAM, de sa chanson **Mar de Canal**, dédiée au PAM, a été publié par BMG en DVD.



Annexe 1: PROFIL DE L'AIDE ALIMENTAIRE DANS LE MONDE, 2001-2004*

	2001	2002	2003	2004*
Aide alimentaire (en millions de tonnes)				
1) Total, aide alimentaire	10,98	9,77	10,29	7,50
Part du total correspondant au PAM	4,5	3,8	4,9	3,7
Céréales	9,5	8,1	8,9	6,5
Produits autres que les céréales	1,5	1,5	1,3	1,0
Pourcentage de l'aide alimentaire mondiale				
2) Achats dans les pays en développement	11,6	10,6	22,4	25,9
3) Livraisons, par modalité				
Aide bilatérale	28,3	31,3	21,4	20,6
Aide multilatérale	41,5	40,1	48,9	52,0
ONG	30,3	28,5	29,8	27,4
4) Livraisons d'aide alimentaire par catégorie d'activité				
Programmes	20,9	21,7	11,0	13,9
Secours	50,6	49,0	66,8	58,0
Projets	28,5	29,3	22,2	28,1
5) Livraisons d'aide alimentaire par région				
Afrique subsaharienne	33,6	30,5	52,7	50,8
Sud et est de l'Asie	37,2	38,4	22,4	26,4
Europe et CEI	11,9	10,9	6,9	6,1
Amérique latine et Caraïbes	9,0	12,9	4,3	8,7
Afrique du Nord et Moyen-Orient	8,2	7,3	13,7	8,0
6) Livraisons aux				
Pays en développement	97,6	98,7	97,3	99,1
PFRDV	82,9	85,1	85,5	71,1
PMA	42,4	39,0	51,6	46,6
7) Livraisons totales d'aide alimentaire sous forme de céréales en pourcentage:				
De la production mondiale de céréales	0,5	0,4	0,5	0,3
Des importations mondiales de céréales	3,9	3,3	3,7	2,8
8) Livraisons d'aide alimentaire sous forme de céréales aux PFRDV, en pourcentage:				
De la production de céréales des PFRDV	1,0	0,9	1,0	0,7
Des importations de céréales des PFRDV	9,5	8,5	9,9	6,5

Source: Interfais

* Les chiffres pour 2004 sont provisoires (avril 2005).

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001		2002		2003		2004	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
TOTAL	1 777 042	100	1 592 160	100	3 254 748	100	2 899 628	100
DÉVELOPPEMENT	231 059	13	194 692	12	228 678	7	256 458	9
SECOURS	1 421 350	80	1 282 791	81	2 811 441	86	1 670 055	58
OPÉRATIONS D'URGENCE	1 006 227		867 053		2 072 988		992 990	
IPSR	415 123		415 738		738 453		677 066	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	32 789	2	36 651	2	82 769	3	60 628	2
OPÉRATIONS BILATÉRALES	45 772	3	38 609	2	80 470	2	794 372	27
AUTRES ²	46 072	3	39 416	3	51 390	2	118 115	4
AFRIQUE SUBSAHARIENNE	885 644	100	899 374	100	1 480 457	100	1 381 743	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	50		56		45			
DÉVELOPPEMENT	99 279	11	89 075	10	117 299	8	126 364	9
SECOURS	761 955	86	794 257	88	1 333 542	90	1 202 709	87
OPÉRATIONS D'URGENCE	459 455		476 630		790 229		757 281	
IPSR	302 500		317 627		543 313		445 427	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	18 437	2	14 178	2	20 992	1	43 975	3
OPÉRATIONS BILATÉRALES	5 972	1	1 864	0	8 625	1	8 695	1
ASIE	566 324	100	454 316	100	389 081	100	417 521	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	32		29		12			
DÉVELOPPEMENT	81 033	14	66 370	15	63 969	16	76 226	18
SECOURS	469 351	83	360 182	79	299 235	77	326 263	78
OPÉRATIONS D'URGENCE	408 263		317 652		186 249		155 817	
IPSR	61 088		42 530		112 985		170 446	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	13 913	2	21 724	5	20 868	5	9 012	2
OPÉRATIONS BILATÉRALES	2 027	0	6 040	1	5 009	1	6 020	1

Annexe 2: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001		2002		2003		2004	
	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%	Dépenses	%
EUROPE ORIENTALE ET CEI	166 162	100	86 788	100	67 707	100	40 411	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	9		5		2			
SECOURS	153 657	92	86 418	100	67 144	99	40 411	100
OPÉRATIONS D'URGENCE	127 801		52 862		18 494		12 209	
IPSR	25 856		33 556		48 649		28 202	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	493	0	235	0	-	-	-	-
OPÉRATIONS BILATÉRALES	12 013	7	134	0	563	1	-	-
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES	57 157	100	40 253	100	49 142	100	59 326	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		2		2			
DÉVELOPPEMENT	38 565	67	26 408	65	31 920	65	30 212	51
SECOURS	18 591	33	13 845	35	17 222	35	26 208	44
OPÉRATIONS D'URGENCE	7 238		3 967		1 433		8 102	
IPSR	11 353		9 879		15 789		18 107	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	-	-	-	-	2 906	5
OPÉRATIONS BILATÉRALES	-	-	-	-	-	-	-	-
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD	55 491	100	71 817	100	1 213 215	100	856 973	100
Pourcentage pour l'ensemble des régions	3		5		37			
DÉVELOPPEMENT	12 182	22	12 696	18	15 228	1	16 633	2
SECOURS	17 549	32	28 088	39	1 094 299	90	73 114	9
OPÉRATIONS D'URGENCE	3 224		15 940		1 076 583		57 920	
IPSR	14 325		12 148		17 716		15 194	
OPÉRATIONS SPÉCIALES	-	-	461	1	40 610	3	4 735	1
OPÉRATIONS BILATÉRALES	25 761	46	30 571	43	63 078	5	762 490	89

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par projet/opération.

Note:

- : aucune dépense

0 : dépenses inférieures à 500 dollars

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES' PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001					2002					2003					2004					
	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	
TOTAL	231 059	1 421 350	32 789	45 772	1 777 042	194 692	1 282 791	36 651	38 609	1 592 160	228 678	2 811 441	82 769	80 470	3 254 748	256 458	1 670 055	60 628	794 372	2 899 628	
AFRIQUE SUBSAHARIENNE																					
Angola	10	87 534	6 891	523	94 958	0	103 484	5 071	1	108 556	-	137 820	7 625	41	145 486	-	73 486	5 903	(11)	79 377	
Bénin	1 835	-	-	-	1 835	1 666	-	-	-	1 666	2 409	-	-	-	2 409	2 346	-	-	-	2 346	
Burkina Faso	1 680	494	-	-	2 174	2 861	226	-	230	3 317	4 589	151	(6)	4 734	5 614	1 248	-	14	6 876		
Burundi	1 894	22 018	768	35	24 715	257	12 873	869	43	14 042	27	43 492	842	537	44 898	(6)	41 422	960	1 419	43 795	
Cameroun	1 089	313	-	-	1 402	1 641	130	-	-	1 771	2 005	599	-	-	2 604	2 757	282	-	-	3 039	
Cap-Vert	756	-	-	-	756	1 625	686	-	-	2 311	1 500	454	-	-	1 954	3 649	46	-	-	3 695	
République centrafricaine	661	51	-	-	712	1 378	1 420	-	-	2 798	947	1 942	-	-	2 890	1 154	3 436	-	-	4 590	
Tchad	2 127	8 675	-	-	10 802	3 126	1 086	-	-	4 212	4 416	1 277	-	-	5 693	3 110	31 454	2 317	-	36 881	
Congo	-	2 659	-	-	2 659	-	2 390	-	-	2 390	-	4 905	-	-	4 905	-	4 868	-	-	4 868	
Congo, Rép. dém.	17	32 515	910	613	34 055	0	41 051	1 139	(1)	42 189	-	61 926	1 945	-	63 870	-	42 613	43	-	42 656	
Côte d'Ivoire	1 246	21	-	2 720	3 987	1 388	1 139	-	1 539	4 066	283	16 689	260	420	17 651	46	19 908	1 059	2 740	23 753	
Djibouti	149	6 587	950	-	7 686	454	4 995	67	-	5 516	60	3 783	74	-	3 917	671	2 229	-	-	2 900	
Erythrée	-	45 844	545	-	46 389	-	22 221	(15)	-	22 206	-	66 479	-	-	66 479	0	44 917	-	-	44 917	
Ethiopie	26 828	140 070	1 530	2 075	170 504	18 849	108 988	177	2	128 016	16 483	207 986	-	1 233	225 702	11 887	147 931	-	1 298	161 115	
Gabon	-	299	-	-	299	-	311	-	-	311	-	1	-	-	1	-	-	-	-	-	
Gambie	2 085	96	-	-	2 181	1 170	0	-	-	1 170	1 701	1 571	-	-	3 272	1 429	56	-	-	1 485	
Ghana	1 166	-	-	-	1 166	954	137	-	-	1 091	3 923	97	-	-	4 020	2 477	396	-	-	2 873	
Guinée	119	9 294	216	-	9 629	1 340	9 131	515	-	10 986	1 128	18 529	1 320	-	20 978	2 190	9 493	557	-	12 240	
Guinée-Bissau	-	1 251	-	-	1 251	-	2 251	-	-	2 251	-	4 154	-	-	4 154	-	3 745	-	-	3 745	
Kenya	4 163	118 637	-	-	122 800	4 356	53 889	-	57	58 302	7 787	44 344	-	-	52 132	15 534	56 574	-	-	72 107	
Lesotho	1 045	-	-	-	1 045	1 910	8 452	-	-	10 362	1 954	20 851	-	-	22 805	3 483	21 892	-	-	25 375	
Liberia	1 244	5 623	-	-	6 867	1 522	8 828	-	-	10 350	1 851	41 526	3 040	-	46 418	583	35 438	1 780	-	37 801	
Madagascar	4 262	696	217	-	5 175	4 242	324	190	-	4 756	3 510	6 622	(19)	-	10 113	1 773	5 981	-	-	7 754	
Malawi	6 003	1 182	-	-	7 185	4 127	45 231	1 590	-	50 948	4 905	51 927	3 145	-	59 977	6 090	19 915	1 051	-	27 057	
Mali	3 289	1 157	-	-	4 446	4 189	1 367	-	-	5 556	4 638	1 369	-	-	6 006	6 205	1 443	-	-	7 648	
Mauritanie	3 418	-	-	-	3 418	2 703	3 102	-	-	5 805	5 273	18 728	-	-	24 001	1 210	6 946	-	-	8 156	
Mozambique	7 481	7 571	3 360	-	18 412	8 822	14 666	2 000	-	25 488	13 188	52 058	18	-	65 265	10 710	20 568	-	-	31 278	
Namibie	-	1 094	-	-	1 094	-	1 271	-	-	1 271	-	1 316	-	-	1 316	-	2 971	-	-	2 971	
Niger	5 814	1 617	-	-	7 431	3 781	387	-	-	4 168	2 386	39	-	-	4 225	6 457	0	-	-	6 457	
Rwanda	1 135	8 288	822	-	10 245	2 595	12 202	231	-	15 028	5 146	11 500	123	-	16 770	7 352	8 412	0	-	15 764	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES' PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001					2002					2003					2004				
	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total
	Sao Tomé-et-Principe	499	-	-	-	499	457	-	-	-	457	589	-	-	-	589	446	-	-	-
Sénégal	1 913	255	-	-	2 168	2 839	1 027	-	-	3 866	3 884	2 628	-	-	6 511	4 900	1 885	-	-	6 785
Sierra Leone	-	14 599	2 141	6	16 746	-	20 588	1 015	(6)	21 597	2 033	25 113	11	-	27 157	4 471	9 279	37	-	13 788
Somalie	-	6 668	87	-	6 755	-	8 441	-	-	8 441	-	9 529	-	-	9 529	-	18 147	-	-	18 147
Soudan	8 702	113 624	1	-	122 327	3 282	96 380	383	-	100 045	5 847	126 421	907	-	133 176	4 819	354 338	30 133	-	389 290
Swaziland	-	-	-	-	-	-	2 999	-	-	2 999	-	10 049	2	-	10 051	-	7 999	-	817	8 816
Tanzanie	2 328	52 013	-	-	54 341	1 406	30 282	-	-	31 688	6 569	50 179	-	-	56 747	5 231	27 535	-	-	32 766
Ouganda	2 928	24 201	-	-	27 129	2 476	22 956	-	-	25 432	5 631	80 768	-	-	86 399	4 714	83 027	-	-	87 741
Zambie	3 393	10 049	-	-	13 442	3 547	41 827	-	-	45 374	2 320	50 815	-	1 674	54 809	4 886	18 168	-	-	23 054
Zimbabwe	-	1 236	-	-	1 236	-	89 291	-	-	89 291	-	155 906	-	4 725	160 631	-	70 599	-	2 418	73 017
Autres dépenses régionales	-	35 725	-	-	35 725	113	18 228	945	-	19 286	318	-	1 696	-	2 014	178	4 062	136	-	4 376
TOTAL POUR LA RÉGION	99 279	761 955	18 437	5 972	885 643	89 075	794 257	14 178	1 864	899 374	117 299	1 333 542	20 992	8 625	1 480 457	124 364	1 202 709	43 975	8 695	1 381 743
ASIE																				
Afghanistan	-	118 473	356	-	118 829	-	131 546	3 596	-	135 142	-	126 576	11 715	-	138 291	-	119 073	11 603	-	130 676
Bangladesh	29 307	16 694	-	448	46 449	24 131	10 312	-	2 523	36 966	16 700	2 997	-	3 525	23 221	28 184	19 502	-	3 136	50 821
Bhoutan	2 075	-	-	-	2 075	2 800	-	-	-	2 800	4 685	-	-	-	4 685	3 138	-	-	-	3 138
Cambodge	1 171	26 140	-	-	27 311	1 301	16 333	-	1 608	19 242	660	15 966	-	578	17 204	1 264	11 221	-	2 719	15 205
Chine	11 687	-	-	882	12 569	12 657	-	-	1 837	14 494	10 670	-	-	864	11 533	9 296	-	-	165	9 462
Inde	17 889	3 747	605	-	22 241	9 817	434	-	-	10 251	3 098	8	2	-	3 108	8 690	-	-	-	8 690
Indonésie	-	15 710	-	-	15 710	-	11 060	-	-	11 060	-	21 287	-	-	21 287	-	20 911	-	-	20 911
Pôle d'Islamabad	-	32 548	2 467	-	35 015	-	57 095	13 720	-	70 815	-	1 691	2 528	-	4 219	-	(136)	(2 667)	-	(2 803)
Rép. pop. dém. de Corée	-	233 515	-	-	233 515	-	101 879	796	60	102 735	-	99 955	611	42	100 608	-	121 416	54	-	121 470
Rép. dém. pop. lao	986	1 800	-	-	2 786	2 375	1 116	-	-	3 491	1 953	232	-	-	2 185	2 568	1 723	-	-	4 291
Myanmar	-	653	-	696	1 349	-	1 472	-	12	1 484	(0)	1 947	-	(0)	1 946	-	4 611	-	-	4 611
Népal	10 805	5 870	-	-	16 675	7 971	4 880	-	-	12 851	10 184	5 921	-	-	16 105	12 633	7 867	-	-	20 500
Pakistan	6 293	4 600	-	-	10 893	2 357	7 309	9	-	9 675	15 082	14 817	(0)	-	29 899	8 059	9 251	-	-	17 310
Sri Lanka	637	3 224	-	-	3 861	2 899	4 865	-	-	7 764	842	6 857	-	-	7 700	2 319	8 505	-	-	10 824
Thaïlande	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	10	-	10

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001					2002					2003					2004					
	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	
Timor-Leste	-	3 905	2 614	-	6 519	-	889	66	-	955	-	980	-	-	980	-	2 310	-	-	2 310	
Viet Nam	182	12	-	-	194	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	2 461	7 871	-	10 331	64	10 993	3 538	-	14 595	96	-	6 012	-	6 108	73	-	23	-	96	
TOTAL POUR LA RÉGION	81 033	469 351	13 913	2 027	566 324	66 370	360 182	21 723	6 040	454 316	63 969	299 235	20 868	5 009	389 080	76 226	326 263	9 012	6 020	417 521	
EUROPE ORIENTALE ET CEI																					
Albanie	-	1 589	-	-	1 589	-	2 378	-	-	2 378	-	2 949	-	-	2 949	-	3 176	-	-	3 176	
Arménie	-	11 661	-	-	11 661	-	3 993	-	-	3 993	-	7 122	-	-	7 122	-	3 455	-	-	3 455	
Azerbaïdjan	-	5 691	-	-	5 691	-	3 794	-	-	3 794	-	6 455	-	-	6 455	-	3 940	-	-	3 940	
Géorgie	-	20 667	467	-	21 134	-	5 215	225	-	5 440	-	6 782	-	-	6 782	-	4 720	-	-	4 720	
Macédoine	-	828	-	-	828	-	43	-	-	43	-	92	-	-	92	-	-	-	-	-	
Fédération de Russie	-	12 389	-	-	12 389	-	13 843	-	261	14 104	-	13 494	-	563	14 057	-	12 515	-	-	12 515	
Serbie et Monténégro	-	51 596	26	12 013	63 635	-	13 905	-	(126)	13 779	-	3 664	-	-	3 664	-	201	-	-	201	
Tadjikistan	-	37 623	-	-	37 623	-	40 098	10	-	40 108	-	26 381	-	-	26 381	-	12 436	-	-	12 436	
Turkménistan	-	1 973	-	-	1 973	-	-	-	-	-	-	204	-	-	204	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	9 639	-	-	9 639	-	3 149	-	-	3 149	-	-	-	-	-	-	(33)	-	-	(33)	
TOTAL POUR LA RÉGION	-	153 657	493	12 013	166 162	-	86 418	235	134	86 787	-	67 144	-	563	67 706	-	40 411	-	-	40 411	
AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES																					
Belize	-	203	-	-	203	-	3	-	-	3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Bolivie	5 648	354	-	-	6 002	5 178	125	-	-	5 303	6 779	16	-	-	6 795	3 865	398	-	-	4 262	
Colombie	603	3 429	-	-	4 032	44	1 815	-	-	1 859	600	1 488	-	-	2 088	15	6 712	-	-	6 727	
Cuba	2 806	162	-	-	2 968	2 031	212	-	-	2 243	2 548	11	-	-	2 558	3 457	181	-	-	3 638	
République dominicaine	2 048	876	-	-	2 924	399	498	-	-	897	400	94	-	-	493	185	(3)	-	-	182	
Équateur	2 122	154	-	-	2 276	2 099	32	-	-	2 131	1 590	356	-	-	1 946	93	(1)	-	-	92	
El Salvador	4 584	3 646	-	-	8 230	278	2 278	-	-	2 556	1 807	1 988	-	-	3 795	1 395	644	-	-	2 039	
Guatemala	1 848	413	-	-	2 261	1 437	4 265	-	-	5 702	2 632	3 900	-	-	6 532	1 349	2 679	-	-	4 028	
Haïti	5 166	-	-	-	5 166	5 208	-	-	-	5 208	5 545	2 195	-	-	7 739	6 356	10 364	2 906	-	19 626	
Honduras	2 456	4 823	-	-	7 280	1 647	2 517	-	-	4 164	2 895	3 446	-	-	6 341	5 234	2 859	-	-	8 093	

Annexe 3: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR PAYS, RÉGION ET CATÉGORIE D'ACTIVITÉ, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001				2002				2003				2004			
	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	Dév.	Secours	Opér. spéc.	Opér. bilat.	Total	
Nicaragua	8 305	2 931	-	-	11 236	3 251	1 874	-	-	5 125	3 804	3 733	-	-	7 537	
Pérou	2 980	433	-	-	3 413	4 744	11	-	-	4 755	3 317	0	-	-	3 318	
Venezuela	-	8	-	-	8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	
Autres dépenses régionales	-	1 158	-	-	1 158	92	216	-	-	308	4	(3)	-	-	0	
TOTAL POUR LA RÉGION	38 565	18 591	-	-	57 157	26 408	13 845	-	-	40 253	31 920	17 222	-	-	49 142	
MOYEN-ORIENT ET AFRIQUE DU NORD																
Algérie	-	6 706	-	-	6 706	-	7 499	-	-	7 499	-	11 367	-	-	11 367	
Égypte	1 514	-	-	-	1 514	4 218	-	-	-	4 218	4 070	-	-	-	4 070	
Iran	-	3 375	-	-	3 375	-	2 722	-	-	2 722	-	10 937	21	-	10 959	
Iraq*	-	2 056	-	25 761	27 817	-	2 826	-	28 928	31 754	-	1 022 882	38 358	63 067	1 124 307	
Jordanie	1 040	540	-	-	1 579	1 748	554	-	-	2 302	1 294	14 193	143	-	15 630	
Maroc	2 045	-	-	-	2 045	1 338	-	-	-	1 338	366	-	-	-	366	
Territoire palestinien occupé	1 163	4 270	-	-	5 433	678	12 731	461	-	13 870	133	27 290	1 870	-	29 293	
République arabe syrienne	2 407	14	-	-	2 421	1 075	993	-	-	2 068	980	6 968	218	-	8 166	
Yémen	4 013	587	-	-	4 600	3 599	763	-	1 644	6 006	8 323	662	-	11	8 995	
Autres dépenses régionales	-	-	-	-	-	40	-	-	-	40	62	-	-	0	62	
TOTAL POUR LA RÉGION	12 182	17 549	-	25 761	55 491	12 696	28 088	461	30 571	71 817	15 228	1 094 299	40 610	63 078	1 213 215	
AUTRES²	-	246	(54)	-	46 264	142	-	54	-	39 613	262	-	300	3 197	55 148	
TOTAL	50 747	36 140	(4)	25 761	103 451	39 104	41 933	461	61 142	111 630	47 148	1 108 598	80 808	66 275	1 268 363	

1 À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

2 Les dépenses opérationnelles telles que le Fonds général, les comptes spéciaux, les coûts d'assurance et les Fonds fiduciaires, qui ne peuvent être ventilées par opération figurent au-dessous du total de la colonne.

Note:

Les montants négatifs représentent les ajustements financiers.

- : aucune dépense

0 : dépenses inférieures à 500 dollars

(*) Y compris les fonds dans le cadre de la résolution 986 du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies relative à l'accord "pétrole contre nourriture".

Annexe 4: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001	2002	2003	2004
	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
	%	%	%	%
DÉVELOPPEMENT ET SECOURS	1 652 409	1 477 483	3 040 119	1 926 513
	100,0	100,0	100,0	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²				
Pays les moins avancés	922 763	932 308	1 434 586	1 407 530
	55,8	63,1	47,2	73,1
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	1 434 180	1 227 541	2 751 419	1 828 126
	86,8	83,1	90,5	94,9
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS				
Afrique subsaharienne	861 234	883 332	1 450 840	1 329 073
	52,1	59,8	47,7	69,0
Asie	550 385	426 553	363 203	402 488
	33,3	28,9	11,9	20,9
Europe orientale et CEE ³	153 657	86 418	67 144	40 411
	9,3	5,8	2,2	2,1
Amérique latine et Caraïbes	57 157	40 253	49 142	56 420
	3,5	2,7	1,6	2,9
Moyen-Orient et Afrique du Nord	29 731	40 784	1 109 527	89 748
	1,8	2,8	36,5	4,7

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Classement réel pour chaque année.

³ Secours uniquement.

Annexe 4: VENTILATION DES DÉPENSES OPÉRATIONNELLES¹ PAR CATÉGORIE DE PAYS ET RÉGION, 2001-2004 (en milliers de dollars)

	2001	2002	2003	2004
	Dépenses	Dépenses	Dépenses	Dépenses
	%	%	%	%
DÉVELOPPEMENT:	231 059	194 692	228 678	256 458
	100,0	100,0	100,0	100,0
PAR CATÉGORIE DE PAYS²				
Pays les moins avancés	146 303	128 684	151 163	166 538
	63,3	66,1	66,1	64,9
Pays à faible revenu et à déficit vivrier	215 533	186 349	210 974	234 621
	93,3	95,7	92,3	91,5
PAR RÉGION/GROUPE DE PAYS				
Afrique subsaharienne	99 279	89 076	117 298	126 364
	43,0	45,8	51,3	49,3
Asie	81 033	66 372	63 968	76 226
	35,1	34,1	28,0	29,7
Amérique latine et Caraïbes	38 565	26 408	31 919	30 212
	16,7	13,6	14,0	11,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	12 182	12 696	15 228	16 633
	5,3	6,5	6,7	6,5

¹ À l'exclusion des dépenses d'administration et d'appui aux programmes.

² Classement réel pour chaque année.

³ Secours uniquement.

Annexe 5: CONTRIBUTIONS TOTALES CONFIRMÉES POUR 2004 (en milliers de dollars)

	Développement	RAIU	CII	IPSR	Opérations spéciales	Autres ¹	Total
Afrique du Sud	1 675	3 510	1	0	0	0	5 186
Allemagne	27 155	20 583	0	11 912	3 525	1 951	65 126
Andorre	0	71	0	0	0	44	115
Angola	0	0	0	4 014	0	0	4 014
Arabie saoudite	1 556	0	0	1 790	0	0	3 345
Australie	6 613	16 163	0	11 687	1 944	4 552	40 960
Autriche	0	122	0	2 067	0	0	2 189
Banque africaine de développement	0	0	0	500	0	0	500
Belgique	490	2 444	0	6 388	2 158	225	11 705
Bhoutan	0	0	0	0	0	1	1
Bulgarie	0	0	0	0	0	5	5
Cameroun	600	0	0	0	0	0	600
Canada	49 821	20 877	4 478	12 635	847	2 152	90 810
Chine	4 804	0	0	0	0	48	4 853
Chypre	0	0	5	0	0	0	5
Colombie	0	0	0	2 224	0	0	2 224
Commission européenne	7 892	123 915	0	54 930	8 348	5 415	200 501
Cuba	0	570	0	0	0	45	615
Danemark	26 443	8 177	0	5 765	378	2 485	43 247
Égypte	354	0	0	0	0	0	354
El Salvador	0	0	0	0	0	160	160
Émirats arabes unis	50	0	0	0	0	0	50
Équateur	0	0	0	0	0	89	89
Espagne	9 684	2 268	0	5 228	373	1 836	19 388
États-Unis d'Amérique	36 362	659 023	0	276 338	28 496	32 029	1 032 247
Éthiopie	30	0	0	0	0	0	30
Finlande	7 352	2 585	0	7 197	0	725	17 860
France	1 801	13 268	1 695	8 617	3 538	1 368	30 288
Ghana	0	0	0	0	0	10	10
Grèce	0	0	16	0	0	0	16
Guatemala	0	0	0	0	0	53	53
Honduras	1 562	0	0	0	0	1 635	3 197
Hongrie	0	0	0	0	0	65	65
Inde	0	0	0	23 532	0	67	23 599
Iran	0	0	0	0	0	40	40
Irlande	912	5 675	977	3 939	1 755	425	13 684
Islande	0	57	18	0	0	0	75
Italie	13 899	13 146	0	10 992	0	10 372	48 409
Japon	12 190	65 504	9 275	47 630	0	1 131	135 730
Jordanie	53	0	0	0	0	47	100
Kenya	1 035	9 009	0	0	0	0	10 044
Luxembourg	0	2 246	0	1 841	0	0	4 086
Madagascar	0	2 000	0	0	0	0	2 000
Malawi	0	1 455	0	13 014	0	0	14 469
Monaco	30	0	0	0	0	0	30
Nations Unies	146	0	0	75	0	309	530
Népal	0	0	0	144	0	0	144
Nicaragua	1 328	0	0	0	0	40	1 368
Norvège	33 865	6 931	2 405	6 398	5 247	0	54 846
Nouvelle-Zélande	690	1 351	0	54	0	0	2 095
Ouganda	0	0	0	0	0	339	339
Pakistan	0	0	0	0	0	38	38
Panama	1	0	0	0	0	0	1
Pays-Bas	0	26 116	4 146	36 890	10 522	64	77 738
Pologne	0	138	0	218	0	0	356
Portugal	110	0	0	215	398	0	723
Privé ²	6 864	6 693	0	2 079	359	1 390	17 384
République de Corée	100	23 385	0	1	0	202	23 688
République slovaque	0	25	0	0	0	0	25
République tchèque	0	0	0	98	0	0	98
Royaume-Uni	14 731	39 542	0	24 109	24 114	13 388	115 884
Saint-siège	10	0	0	0	0	0	10
Singapour	0	20	0	0	0	0	20
Slovénie	0	33	0	0	0	0	33
Sri Lanka	0	0	0	0	0	24	24
Suède	0	19 699	1	23 299	772	768	44 540
Suisse	5 365	12 465	2 021	10 413	2 188	221	32 673
Syrie	619	324	0	0	0	58	1 001
Turquie	0	0	0	150	0	0	150
Zimbabwe	0	0	0	4	0	0	4
Total	276 191	1 109 389	25 039	616 388	94 962	83 815	2 205 783

Contributions bilatérales

995 728

- 1 Par exemple fonds fiduciaire, programme des administrateurs auxiliaires, contributions de contrepartie en espèces des gouvernements (CCEG) et contributions confirmées des projets en attente.
- 2 Les donateurs privés ont également fait des dons en nature supplémentaires d'une valeur de 44 238 391 dollars. Le total des dons en espèces et en nature a atteint 61 622 564 dollars.

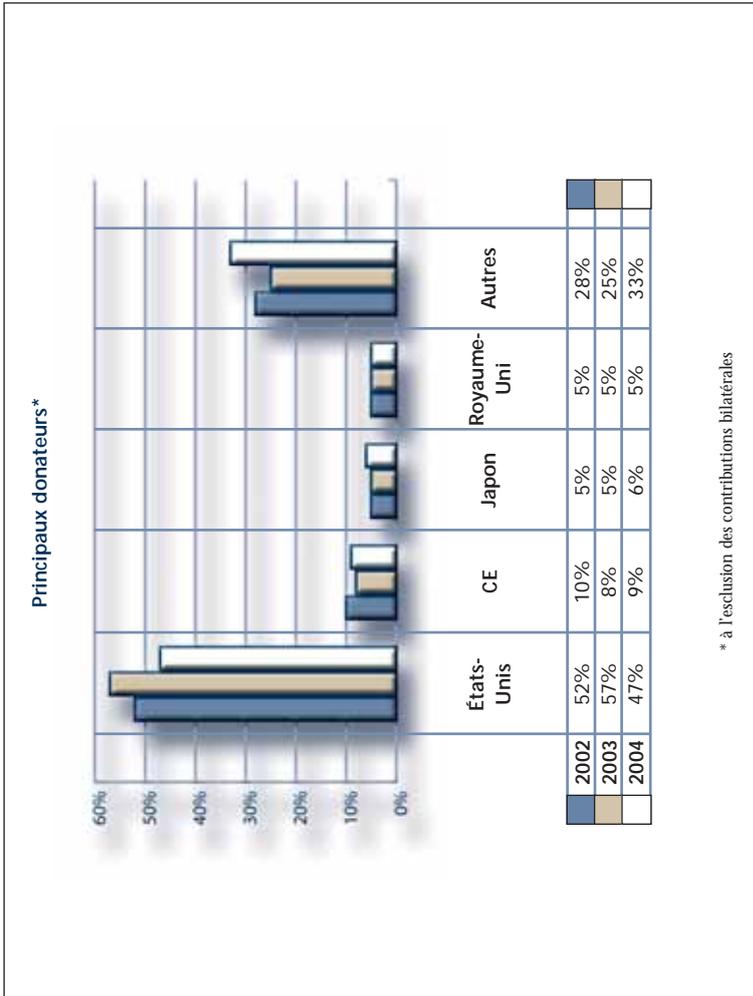
Annexe 6 - Tableau 1: PRINCIPAUX DONATEURS' DU PAM PAR TYPE DE CONTRIBUTION EN 2004 (en milliers de dollars)

Classement	Total*		Développement		RAIU		CII		IPSR		Opérations spéciales	
	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur	Donateur	Valeur
1	États-Unis d'Amérique	1 000 219	Canada	49 821	États-Unis d'Amérique	659 023	Japon	9 275	États-Unis d'Amérique	276 338	États-Unis d'Amérique	28 496
2	Commission européenne	200 501	États-Unis d'Amérique	36 362	Commission européenne	123 915	Canada	4 478	Commission européenne	54 930	Royaume-Uni	24 114
3	Japon	135 730	Norvège	33 865	Japon	65 504	Pays-Bas	4 146	Japon	47 630	Pays-Bas	10 522
4	Royaume-Uni	115 884	Allemagne	27 155	Royaume-Uni	39 542	Norvège	2 405	Pays-Bas	36 890	Commission européenne	8 348
5	Canada	90 810	Danemark	26 443	Pays-Bas	26 116	Suisse	2 021	Royaume-Uni	24 109	Norvège	5 247
6	Pays-Bas	77 738	Royaume-Uni	14 731	Corée, Rép. de	23 385	France	1 695	Inde	23 532	France	3 538
7	Allemagne	65 126	Italie	13 899	Canada	20 877			Suède	23 299	Allemagne	3 525
8	Norvège	54 846	Japon	12 190	Allemagne	20 583			Malawi	13 014	Suisse	2 188
9	Italie	48 409	Espagne	9 684	Suède	19 699			Canada	12 635	Belgique	2 158
10	Suède	44 540	Commission européenne	7 892	Australie	16 163			Allemagne	11 912	Australie	1 944
11	Danemark	43 247	Finlande	7 352	France	13 268			Australie	11 687	Irlande	1 755
12	Australie	40 960	Donateurs privés	6 864	Italie	13 146			Italie	10 992		
13	Suisse	32 673	Australie	6 613	Suisse	12 465			Suisse	10 413		
14	France	30 288	Suisse	5 365	Kenya	9 009			France	8 617		
15	Corée, Rép. de	23 688	Chine	4 804	Danemark	8 177			Finlande	7 197		
16	Inde	23 599	France	1 801	Norvège	6 931			Norvège	6 398		
17	Espagne	19 388	Afrique du Sud	1 675	Donateurs privés	6 693			Belgique	6 388		
18	Finlande	17 860	Honduras	1 562	Irlande	5 675			Danemark	5 765		
19	Donateurs privés	17 384	Arabie saoudite	1 556	Afrique du Sud	3 510			Espagne	5 228		
20	Malawi	14 469	Nicaragua	1 328	Finlande	2 585			Angola	4 014		
21	Irlande	13 684	Kenya	1 035	Belgique	2 444			Irlande	3 939		
22	Belgique	11 705			Espagne	2 268			Colombie	2 224		
23	Kenya	10 044			Luxembourg	2 246			Donateurs privés	2 079		
24	Afrique du Sud	5 186			Madagascar	2 000			Autriche	2 067		
25	Chine	4 853			Malawi	1 455			Luxembourg	1 841		
26	Luxembourg	4 086			Nouvelle-Zélande	1 351			Arabie saoudite	1 790		
27	Angola	4 014										
28	Arabie saoudite	3 345										
29	Honduras	3 197										
30	Colombie	2 224										
31	Autriche	2 189										
32	Nouvelle-Zélande	2 095										
33	Madagascar	2 000										
34	Nicaragua	1 368										
35	Syrie	1 001										

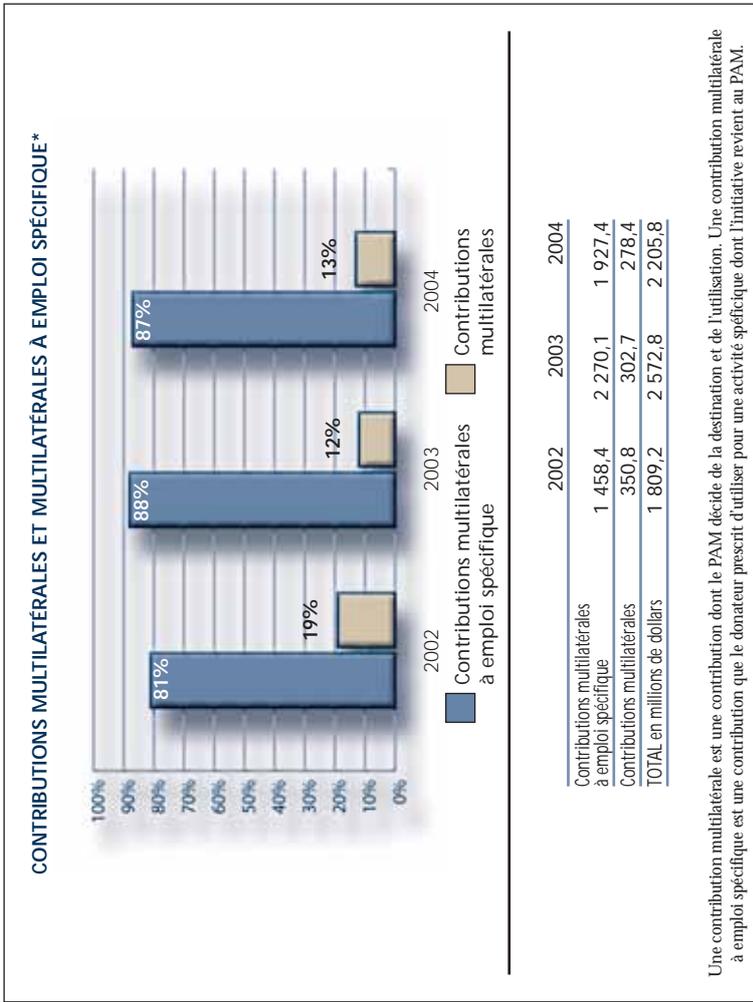
1 Donateurs ayant rapporté au total une contribution de plus de 1 million de dollars.

* Le total correspondant à chaque donateur peut comprendre des contributions à des catégories ne figurant pas dans ce tableau.

Annexe 6 - Tableau 2: PRINCIPAUX DONATEURS DU PAM, PAR TYPE DE CONTRIBUTION



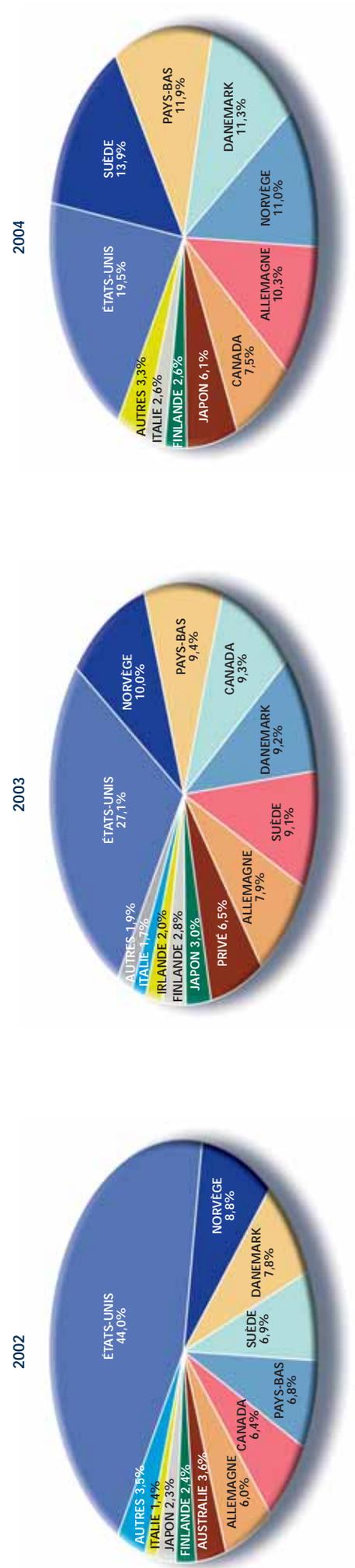
* à l'exclusion des contributions bilatérales



	2002	2003	2004
Contributions multilatérales à emploi spécifique	1 458,4	2 270,1	1 927,4
Contributions multilatérales	350,8	302,7	278,4
TOTAL en millions de dollars	1 809,2	2 572,8	2 205,8

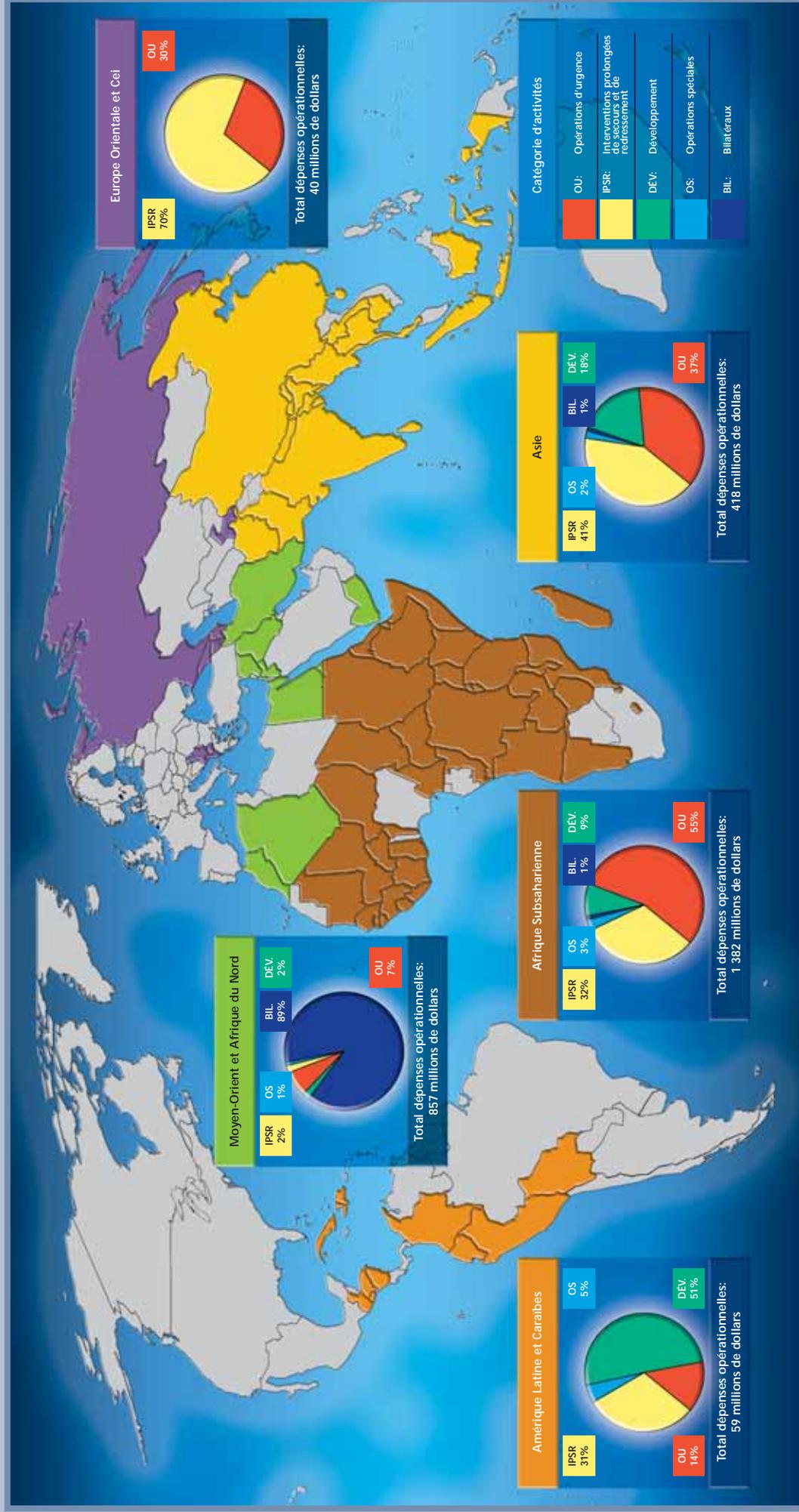
Une contribution multilatérale est une contribution dont le PAM décide de la destination et de l'utilisation. Une contribution multilatérale à emploi spécifique est une contribution que le donateur prescrit d'utiliser pour une activité spécifique dont l'initiative revient au PAM.

CONTRIBUTIONS MULTILATÉRALES VENTILÉES PAR DONATEUR, EN POURCENTAGE DU TOTAL



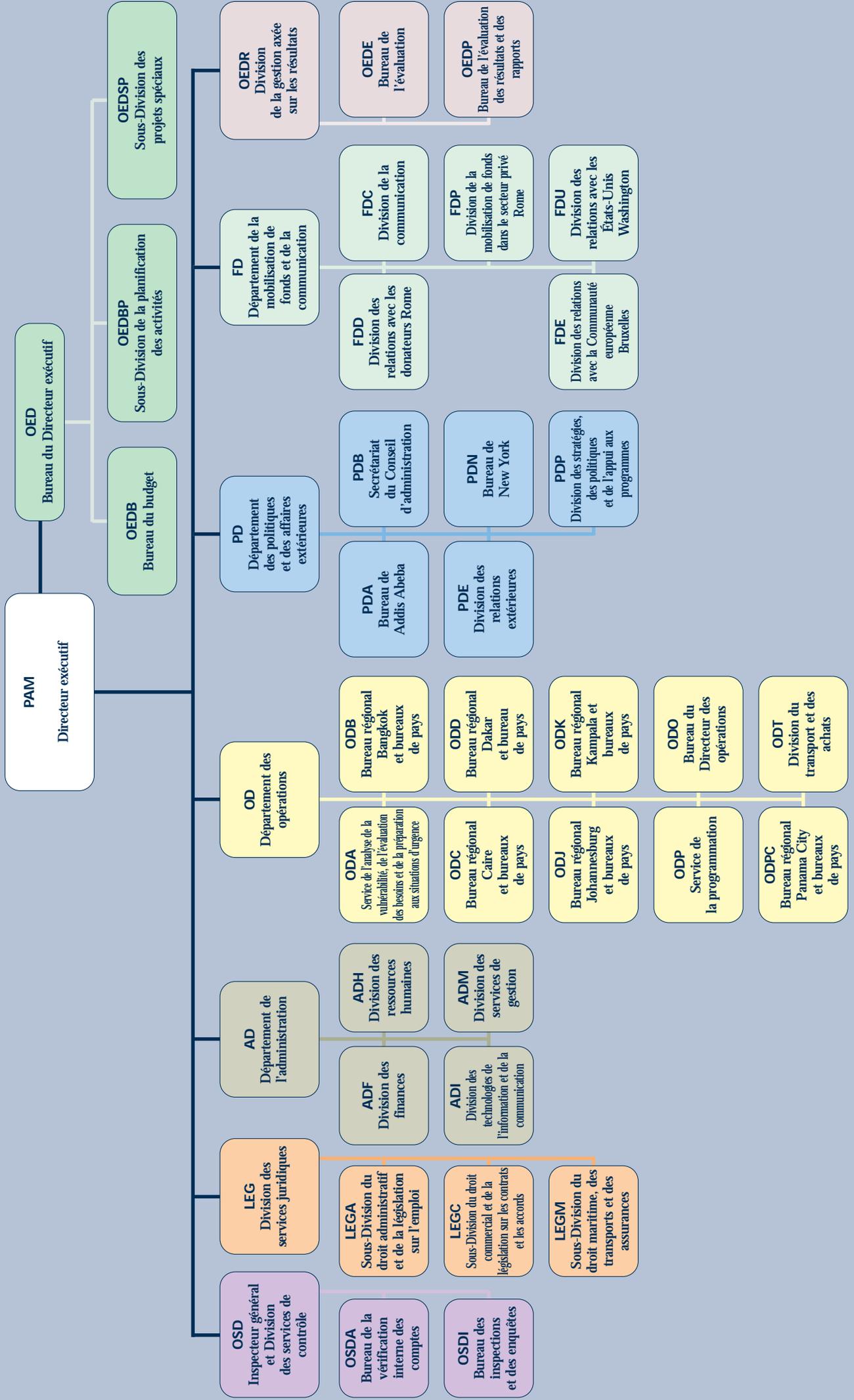
Les contributions inférieures à 1 million de dollars sont regroupées dans la rubrique "Autres"

Ventilation des dépenses opérationnelles par Région 2004



Les frontières indiquées sur la présente carte et les dénominations utilisées n'impliquent ni reconnaissance ni acceptation officielles de la part des Nations Unies.
Source de données: ADIII/PAM

Organigramme 2004



Conseil d'administration du PAM 2004

États membres

Algérie	Inde
Allemagne	Indonésie
Angola	Iran, République islamique d'
Australie	Iraq
Bangladesh	Jamahiriya arabe libyenne
Belgique	Japon
Cameroun	Malawi
Canada	Mauritanie
Chine	Mexique
Cuba	Pakistan
Danemark	Pays-Bas
El Salvador	Pérou
Érythrée	Pologne
États-Unis d'Amérique	République arabe syrienne
Fédération de Russie	Royaume-Uni
Finlande	Sénégal
Grèce	Slovaquie
Haïti	Suède

Membres du Bureau du Conseil d'administration

M. Miguel Barreto
Pérou (Président)

S.E. M. Poul Skytte Christoffersen
Danemark (Vice-Président)

M. Nasreddine Rimouche
Algérie (membre)

Mme Nasrin Akhter
Bangladesh (membre)

M. Milan Pakši
Slovaquie (membre)